

Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!

LA LUTTE DE CLASSES



Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

NUMÉRO 36
15 Mars 1932
PRIX: 2 FRANCS

EXTRAIT DU SOMMAIRE:

- L. Trotsky** - Lettre ouverte au
Presidium du Comité Central
Exécutif de l'U. R. S. S.
- L. Trotsky** - Démocratie et
Fascisme.



S O M M A I R E

Editorial. — La loi d'exception contre le camarade Trotsky et sa famille	1
L. Trotsky. — Lettre ouverte au Presidium du Comité Central Exécutif de l'Union Sovié- tique	3
L. Trotsky. — Démocratie et fas- cisme	8
P. Frank. — A la veille des élec- tions françaises	12
R. Well. — Après le premier tour des élections présidentielles allemandes	18
Opposition espagnole. — Lettre ou- verte à tous les membres du P. C. espagnol	20
Tribune de discussion	23
(Bordiguisme et Trotskysme)	
La vie de l'opposition internationale	28

La loi d'exception contre le camarade Trotsky et sa famille

Le décret privant le camarade Trotsky et trois membres de sa famille du droit de citoyens soviétiques et les condamnant à un exil perpétuel, n'est pas seulement un acte de vengeance, mais aussi un acte d'impuissance.

Que Staline prépare un tel acte, c'était tout à fait clair déjà depuis l'automne de l'année passée. Sa fameuse lettre à la rédaction de la revue « Révolution Proletarienne » n'était rien d'autre que la préparation d'une nouvelle répression. La loi d'exception contre Trotsky n'est que le fruit pratique de la campagne « théorique ».

Quelles sont les causes qui ont poussé Staline à faire un tel pas ? Elles doivent être très sérieuses, car tout le désavantage de soulever à nouveau une campagne contre le trotskisme est évident.

La cause principale est que la situation de Staline est fortement ébranlée. Il semble aux journaux bourgeois que la dernière conférence du parti russe était l'apogée de la force stalinienne. En réalité, la conférence a eu un caractère de mascarade, destiné à dissimuler la faiblesse de Staline. Que signifient en fait ces serments, devenus maintenant obligatoires, de fidélité personnelle à Staline ? Ils signifient que Staline et sa plus étroite clique ne comptent non seulement plus sur le Parti qu'ils ont étranglé, mais plus même sur l'appareil. Celui qui parle maintenant simplement du Comité Central — dans celui-là, Staline voit avec plein fondement un oppositionnel dissimulé. Seul celui-là est sûr, qui parle du « Comité Central sous la direction de Staline ». Cette formule signifie que si le Comité Central se détache de Staline, moi, soussigné, je m'engage à être pour Staline et contre le Comité Central. Précisément de la même manière, à la Conférence de l'organisation de Moscou, on a prêté serment au Comité de Moscou « avec Kaganovitch à sa tête ». Ce régime personnel a rejeté non seulement le voile du Parti, mais aussi celui de l'appareil. Il s'est mis à nu. On ne peut se décider à une mesure aussi dangereuse, funeste au fond, que dans le cas où il ne reste rien d'autre.

La crise de l'appareil qui approche ne peut ne pas donner une poussée au réveil du Parti. En cela réside le danger pour la clique stalinienne. A l'égard de tout ce qui risque de soulever à nouveau, de revivifier, de régénérer le Parti, celle-ci manifeste la suspicion la plus grande. Le noyau prolétarien du Parti, réveillé, ne peut trouver maintenant une autre direction, hors l'opposition de gauche. De nombreux symptômes se manifestent déjà maintenant. La Pravda se voyait contrainte de publier quelques-uns de ces faits symptomatiques dans la période de préparation à la conférence.

Le fond est que l'autorité de l'Opposition de gauche croît parallèlement tandis que tombe l'autorité de la clique stalinienne. Malgré que le stalinisme contraigne les masses, elles ne cessent pas de penser. Les faits fondamentaux de la lutte de l'Opposition de gauche avec la bureaucratie stalinienne, sont dans la mémoire de tout le monde. L'appareil en tout cas connaît et se rappelle les faits et documents. C'est justement son information qui décompose l'appareil : il voit que Staline, dans toutes les grandes questions, s'est trouvé organiquement sur une voie erronée. La politique de Staline dans la question allemande ne pouvait pas ne pas porter au reste de son autorité le coup mortel : Staline a soutenu la participation des communistes au plébiscite fasciste, et fut le créateur de la formule capitalarde : « D'abord les fascistes, ensuite nous. »

Dans sa brochure : « Et après ? » (Questions vitales de la classe ouvrière allemande), le camarade Trotsky écrivait il y a quelques semaines : « A la dernière conférence du Parti, c'est-à-dire à la conférence de l'appareil stalinien, le trotskisme, déjà trois ou quatre fois détruit et enterré, fut déclaré « avant-garde de la contre-révolution bourgeoise ». Cette décision fort peu intelligente et politiquement pas du tout effrayante, entr'ouvre le rideau sur quelques plans d'ordre tout à fait pratiques de Staline dans le domaine de l'arbitraire personnel. Ce n'est pas pour rien que Lénine a mis en garde contre la nomination de Staline comme secrétaire général : « Ce cuisinier ne préparera que des plats piquants... » « Ce cuisinier n'a pas encore épuisé sa science culinaire jusqu'au bout. »

Cette prédiction de Lénine se vérifie de nouveau. Le décret d'expatriation fut un nouveau — et pas le dernier — plat empoisonné de la cuisine stalinienne.

Le décret est le produit de la rage et de la faiblesse. Le choix des noms dans la liste des expulsés est dicté par la nécessité d'un amalgame politique. Dans la répression, les thermidoriens ont toujours combiné le nom de leurs adversaires révolutionnaires avec les représentants de la contre-révolution. Les noms de Dan, Abramovitch, Potressov et autres sont manifestement tirés par les cheveux : il s'agit de créer un entourage compromettant le nom de Trotski. La nécessité de l'amalgame est dictée par la nature du centrisme qui ne peut pas ne pas avoir des ennemis à droite et à gauche et doit tâcher de les jeter dans un même tas pour masquer son caractère centriste. En même temps, les staliniens continuent de remplir les endroits de déportation. Les colonies bolchéviques de déportés en Sibérie et en Asie centrale croissent. Les détenus des isolateurs ayant achevé leur temps ont été condamnés à une détention supplémentaire. Staline ne veut pas les laisser sortir vivants. Il n'y a que quelques semaines que la vieille bolchévique Tsouloukidzé, membre du parti depuis 1905, a été achevée par toute une série d'actes thermidoriens ignobles. Malade, la vieille révolutionnaire, au lieu d'être transférée, comme il lui avait été promis, dans des conditions meilleures, fut déportée à Akmolinsk, le pire endroit de l'Asie centrale. En réponse à ses protestations, elle fut battue. Notre inébranlable camarade Tsouloukidzé ne put y résister que quelques mois et mourut. Staline l'a tuée comme il a tué Zinzadzé, Blumkine et beaucoup d'autres bolcheviks révolutionnaires. Rakowski est enchaîné à Barnaul, dont le rude climat détruit la santé du vieux lutteur. Il est gravement malade. La violence contre Rakowski, en plus des causes politiques générales, a un motif personnel. Staline nourrit une vieille haine contre Rakowski, qui est déterminée à la base parce que, dans la même mesure où Staline est l'incarnation de la brutalité et de la déloyauté bureaucratiques, Rakowski est l'image de la véritable générosité révolutionnaire.



Le décret d'expatriation de Trotski et de sa famille poursuit un but supplémentaire, lié avec les desseins terroristes des gardes-blancs contre Trotski. Le gouvernement soviétique, qui a lancé par la Rote Fahne la nouvelle de l'attentat projeté par Turkul, attache à ces renseignements de la G.P.U. une importance extrêmement grande : ceci est témoigné par le fait qu'il s'est adressé officiellement au secrétariat de la Société des Nations en lui indiquant le danger qui menace Litvinoff, de la part des mêmes terroristes blancs-gardistes. Disposant de données d'une telle importance et aussi concrètes, Staline ne les a cependant jusqu'ici nullement portées à la connaissance du camarade Trotski, ni de ses amis, quant au caractère de l'organisation terroriste, sa composition, ses liaisons et ses méthodes, etc. Ce n'est qu'en connaissance de toutes ces circonstances que les militants de l'Opposition de gauche pourraient, dans les conditions défavorables de l'exil, prendre toutes mesures préventives accessibles. Les camarades d'idée de Trotski ont adressé plus d'une fois ces revendications aux représentants de Staline à l'étranger. Aucune information, aucun concours ne leur fut donné. Autrement dit, la clique stalinienne cache à Trotski et à ses amis toutes les données concrètes qu'elle possède sur l'attentat terroriste projeté contre Trotski.

Une telle manière d'agir s'appelle dans le langage juridique — dans le cas où il n'y a pas complicité directe — recel. Staline ne peut ne pas comprendre cela. Sa responsabilité personnelle est trop claire pour lui-même. Recherchant une issue, il est tombé sur l'idée de l'expatriation du camarade Trotski. Staline s'imagine que si l'on reprend le passeport soviétique au camarade Trotski, cela diminuera, dans le cas de réussite de l'entreprise terroriste blanche, le degré de responsabilité de Staline lui-même. Il ne s'agirait donc pas d'un citoyen soviétique ! Cette misérable échappatoire ne servira de rien, comme d'autres mesures de ce genre.

Le décret de la rage et de l'impuissance peut causer des difficultés personnelles au camarade Trotski et aux membres de sa famille. Mais il ne changera pas ce fait qu'aujourd'hui, comme au 25 octobre 1917, Trotski reste, avec Lénine, le fondateur de la République soviétique et le chef de la Révolution d'Octobre ; qu'il fut l'organisateur de la victoire de l'armée rouge, et qu'il est aujourd'hui le premier combattant de la révolution prolétarienne. Tandis que Staline n'est que candidat fossoyeur de la dictature du prolétariat.

Cela non plus ne détournera pas ce qui est inévitable : l'effondrement de la dictature de la clique stalinienne dégénérée. Cet effondrement est inévitable. Il prépare non la chute de la dictature du prolétariat, comme l'escomptent les ennemis de classe, mais au contraire la régénérescence et l'épanouissement de la démocratie prolétarienne. Il signifie la régénérescence du Comintern. Il est devenu la prémisses indispensable des succès de la construction socialiste en U.R.S.S. et du développement de la révolution internationale.

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE L'OPPOSITION DE GAUCHE.

Lettre ouverte au presidium du Comité Central Exécutif de l'Union Soviétique

L. TROTSKY

Par la Pravda, j'ai été informé, avec un retard inévitable, de votre Arrêté du 20 février 1932 qui me prive et prive les membres de ma famille, qui ont partagé ma déportation, mon exil et mon travail, du droit de citoyen soviétique, avec interdiction d'entrer en U.R.S.S. L'arrêté ne dit pas en quoi consiste notre « activité contre-révolutionnaire ». Dans la presse soviétique, si l'on fait abstraction des polémiques rituelles contre le « trotskysme », on n'a apporté que deux cas de mon activité, qui auraient pu être qualifiés de contre-révolutionnaires, si ces deux cas avaient eu lieu effectivement.

Dans la Pravda du 2 juillet 1931 fut reproduit, avec des commentaires appropriés, la photographie de la première page du journal polonais Kurier Codzienny, contenant un article prétendu de moi dirigé contre l'Union Soviétique. Naturellement personne d'entre vous ne douta un seul instant que cet article constituait un faux de cette feuille immonde, suffisamment connue par ses falsifications. Ce même journal, aussitôt après, a falsifié des documents dirigés contre les révolutionnaires de Galicie (Ukrainiens). Même la presse bourgeoise, comme le Manchester Guardian, caractérisa à ce sujet le Kurier Codzienny comme le journal qui s'était déjà distingué par les faux articles de Trotsky. J'ai exigé que la Pravda démente les faits. Ce démenti ne parut jamais. La Pravda a consciemment trompé des millions d'ouvriers, de soldats rouges, de marins rouges, de paysans, en prenant à son propre compte le faux des fascistes polonais. On ne peut pas ne pas rappeler que l'auteur de l'article « révélateur » de la Pravda ne fut personne d'autre que Yaroslavsky, le gardien suprême de la morale du parti à cette époque. S'il est tombé victime depuis, ce ne fut pas à cause des faux, mais seulement à cause de leur imperfection.

Le second spécimen de mon activité « contre-révolutionnaire » précéda votre Arrêté de quelques semaines seulement. Les Izvestia, organe du Comité central exécutif, communiquaient, le 16 janvier 1932, de Berlin, que j'appellais au soutien du gouvernement Brüning, agissant en accord avec la social-démocratie allemande, particulièrement avec Karl Kautsky et Alfred Adler(?), et qu'on m'avait promis en échange le visa d'entrée en Allemagne. Toute cette information dans laquelle, comme vous-mêmes en êtes naturellement convaincus, il n'y a pas un seul mot de vrai, fut puisée dans une feuille réactionnaire antisémite berlinoise qu'on ne peut non seule-

ment citer, mais dont on ne peut même pas se servir en cas d'extrême nécessité. Pas un seul journal allemand n'attribua d'importance aux efforts d'imagination des Pourichkevitch allemands. Seule, les Izvestia, l'organe qui se trouve formellement sous votre contrôle à vous, Presidium, publia cette information pertinemment fausse, trompant ainsi consciemment les millions de citoyens de l'Union Soviétique.

Ainsi, vous n'avez pas cru possible de prendre votre Arrêté avant que deux des journaux les plus responsables de l'Union Soviétique — l'organe central du Parti et l'organe officiel du gouvernement — aient trompé le peuple à l'aide des faux fabriqués par les fascistes polonais et allemands. Tel est le fait qu'on ne peut ni effacer ni faire disparaître.

Mais même après une telle préparation, vous avez cru nécessaire, ou on vous l'a proposé, de masquer soigneusement votre Arrêté. Une mesure d'exception contre moi, spécialement préparée par la dernière campagne antitrotskyiste, — je ne me souviens plus à combien nous en sommes — vous avez été forcés de la transformer en un décret, dirigé soi-disant contre 37 personnes, parmi lesquelles, à part les membres de ma famille, se trouvent plus de trente personnes, y figurant exprès comme masque politique. Vous avez inclus dans cette liste les chefs menchéviks expulsés de l'Union Soviétique il y a plus de dix ans, avec ma participation immédiate. Cela a dû paraître à Staline comme un coup de maître. En effet, le fil blanc apparaît avec trop d'évidence. En ayant l'air d'avoir compris seulement en 1932 quel travail poursuivent Dan et Abramovitch, vous placez le Presidium du C.C.E. dans une situation très embarrassée. Vous ne pouvez pas ne pas vous en rendre compte vous-mêmes ; mais vous êtes forcés, dans cette question aussi, de vous soumettre à la chancellerie de Staline, qui travaille de plus en plus grossièrement, sans se préoccuper de la dignité des organes suprêmes du pouvoir soviétique.

Pour des raisons de déjouit, je ne m'arrêterai pas sur les autres côtés et petits côtés de la liste fabriquée par Staline ; par l'altération voulue des noms dans le but de compléter le « jeu », la liste constitue un document du même niveau moral que les deux faux cités plus haut qui lui ont servi de préparation.

Lier l'opposition de gauche aux menchéviks, vous ne le pouvez que dans le domaine policier. Dans le domaine politique, votre centrisme se trouve placé entre l'opposition de gauche et le menchévisme. Aucune ruse ne peut le changer. L'Arrêté du 20 fé-

vrier présente l'amalgame achevé du style thermidorien. Le centrisme, balancé entre le marxisme et le national-réformisme, est forcé — il ne saurait en être autrement — de combiner et d'amalgamer ses ennemis petits-bourgeois de droite avec ses adversaires révolutionnaires, pour couvrir, par un tel amalgame, son propre vide. Je vous rappelle que le premier qui, dans la presse, conseilla à Staline d'exiler les oppositionnels de gauche à l'étranger ne fut personne d'autre qu'Oustrialov. Votre Arrêté entrera dans l'histoire avec le cachet thermidorien.

Staline vous dira qu'il ne s'agit nullement de tel ou tel autre fait « particulier » ; que l'Arrêté est en réalité basé d'une manière générale sur toute mon activité contre-révolutionnaire et sur celle des membres de ma famille, et qui n'a pas besoin d'être démontrée. Mais s'il en est ainsi, pourquoi alors recourir à des faux et introduire l'élément d'une mascarade indigne dans l'Arrêté lui-même ? Vous ne pouvez pas vous dérober. Après neuf ans de persécutions ininterrompues — n'oubliez pas que le commencement de la lutte contre le « trotskysme » coïncide avec la fin de Lénine — que vous ayez eu besoin, pour justifier la loi d'exception contre moi et ma famille, de puiser aux sources immondes du chauvinisme polonais et allemand et de vous couvrir par un amalgame, ce seul fait démasque et met à nu l'impuissance de toute la campagne contre le « trotskysme » et compromet irrémédiablement votre dernière trouvaille.

Du point de vue de la vengeance personnelle — et c'est un élément qui, comme vous le savez bien, entre dans toutes les combinaisons de Staline — le décret n'atteint aucunement son but. Staline est trop sorti de la coulisse et a révélé imprudemment sa taille politique et morale véritable. S'il vous a obligés de prendre — non sans une timide résistance de votre part, je le sais — l'indigne décret d'ostracisme, c'est seulement parce que la justesse profonde de l'opposition de gauche s'est manifestée dans toutes les questions sans exception, questions intérieures aussi bien que questions internationales, au sujet desquelles nous avons lutté toutes ces dernières années. Le geste apparemment offensif de Staline n'est qu'un geste d'autodéfense, geste piteux au surplus.

L'opposition luttait contre la fraction stalinienne pour l'industrialisation, pour le principe du plan, pour des rythmes économiques plus élevés, contre la mise sur le koulak pour la collectivisation. Dès 1923, l'opposition exigea la préparation du plan quinquennal, et en indiqua elle-même les éléments fondamentaux. Tous les succès économiques de l'Union Soviétique ont été préparés théoriquement et en partie organiquement par l'opposition de gauche dans la lutte contre la fraction stalinienne. Votre président Kalinine qui soutient Staline de droite contre l'opposition de gauche, en sait beaucoup plus que quiconque. Encore en avril 1927, Staline, dans sa lutte contre moi, avec l'appui de Molotov, Kalinine, Vorochilov et autres, déclara que le « Dniéprostroy » nous est nécessaire autant qu'un gramophone au « moujik ». Dans cette formule est ren-

fermée toute une philosophie historique. Pour avoir lutté contre celle-ci et pour l'avoir déruite, Rakovsky est cloué à Barnaoul, des centaines et des milliers de révolutionnaires remplissent les prisons et les lieux de déportations, quelques bolchéviks-léninistes ont été fusillés.

Dans l'arène internationale, les choses n'étaient guère mieux. L'opposition luttait en 1923 contre la politique de capitulation de Brandler, soutenu à droite par Staline ; contre la théorie stalinienne des partis ouvriers et paysans, contre l'emprisonnement du Parti communiste chinois dans la cage de fer du Kuomintang ; contre le bloc du Bureau Politique avec la clique des briseurs de grève anglais ; contre toute la politique opportuniste, néfaste, honteuse, profondément traîtresse de Staline qui, pendant quelques années, a tenu l'étrier de Tchang-Kaï-Chek et a échangé amicalement des photographies avec lui, la veille même de la saignée organisée par Tchang-Kaï-Chek à Shanghai.

Vous êtes, vous-mêmes bien informés de ces faits et vous savez que, dans mes paroles, il n'y a pas une ombre d'exagération. Ce n'est pas en vain que l'histoire de la Révolution chinoise est devenue dans l'Union Soviétique une œuvre mise à l'index, car chacune de ses pages brûle les doigts de la clique stalinienne.

Où est donc notre « activité contre-révolutionnaire » ? Parmi les centaines de théoriciens stali-niens actuels, travaillant soit à la journée, soit à la pièce, grouillant comme des vers sur les plaies du prolétariat mondial, se trouvent beaucoup d'amateurs pour transformer le blanc en noir ou en n'importe quelle autre couleur de l'arc-en-ciel. Cependant ils n'arriveront pas à modifier les faits historiques, ni à ébranler les bases du marxisme. L'opposition de gauche a droit à juste titre d'être fière de sa lutte contre la politique de la fraction stalinienne en U.R.S.S., en Allemagne, en Chine, en Angleterre, et dans toutes les parties du monde où s'étend la main de l'appareil opportuniste.

Après avoir donné de la tête contre le koulak ; après s'être trompée dans ses calculs sur l'ami Tchang-Kaï-Chek ; après avoir reçu, en guise de reconnaissance, quelques ruades des trade-unionistes britanniques qu'elle avait sauvés, la bureaucratie stalinienne, en 1928, décrivit avec précipitation, une courbe de 180 degrés au-dessus de notre tête, pour se lancer dans un monstrueux aventurisme économique et politique, dont on aura encore à payer les frais.

Et, à nouveau, l'opposition de gauche — les seuls et authentiques bolchéviks-léninistes dans les rangs du prolétariat international — se dressa résolument et à temps contre l'aventurisme bureaucratique armé des ressources de l'Etat ouvrier. Nous avons mis en garde contre le plan quinquennal en quatre ans. Notre mise en garde fut pleinement confirmée. L'élan artificiel qui n'avait été préparé ni théoriquement ni pratiquement n'a non seulement pas permis de résoudre le problème, plus sportif qu'économique, mais aggrava une série de disproportions qu'on journe maintenant d'une façon purement mécanique

dans les fondements du second plan quinquennal. L'opposition mit en garde contre le jeu de hasard de la collectivisation intégrale et de l'idée de la « liquidation des classes » dans les cadres du premier plan quinquennal. Aujourd'hui la collectivisation « intégrale » est arrêtée et la « liquidation des classes » à travers deux ou trois étapes intermédiaires, est reportée dans le nouveau plan quinquennal. Même sous cet aspect, la tâche demeure une utopie bureaucratique. Malheureusement, ce qui est réel, c'est la situation extrêmement difficile des masses ouvrières du point de vue de l'alimentation et du point de vue matériel en général, comme conséquence de la collectivisation forcée, et de la rupture des proportions économiques fondamentales.

La classe ouvrière russe a droit d'être fière des conquêtes techniques vraiment grandioses qu'elle a emportées au cours des années dernières. Mais ces conquêtes ne devinrent possibles qu'à partir du moment où la pression des circonstances força la bureaucratie, quoiqu'avec retard, de mettre à la base des travaux la plate-forme — déformée et altérée — de l'opposition de gauche. La conscience politique des ouvriers s'est élevée à une nouvelle hauteur. Désormais aucune force historique ne les obligera à abandonner les bases jetées par la Révolution d'Octobre, les méthodes de l'économie planifiée, vérifiées par la pratique, enfin les tâches socialistes. Ils écraseront quiconque essaiera de les entraîner en arrière, vers la démocratie bourgeoise et le capitalisme.

Mais ces mêmes travailleurs se rendent compte de plus en plus clairement quel est celui des groupes politiques qui fut l'initiateur véritable de la construction socialiste planifiée, et celui qui, au contraire, apporta au travail économique d'abord l'obstruction bureaucratique et ensuite l'élan aventuriste avec les jeux éteints. Les ouvriers veulent diriger eux-mêmes l'économie et non seulement exécuter les plans que la bureaucratie stalinienne élabore derrière leur dos avec la collaboration des saboteurs de droite ou de gauche. L'angoisse des ouvriers, leur mécontentement, leurs protestations encore sourdes pour le moment, tout cela suit la ligne de la critique de l'opposition de gauche.

Le renforcement des fondements économiques de la dictature, l'accroissement du nombre des prolétaires et de leur confiance en eux-mêmes, mènent non au renforcement mais à l'affaiblissement des positions politiques de la bureaucratie. Dans ses rangs commence la débâcle. Une petite minorité se cramponne encore plus fortement à Staline, comme à une planche de salut. L'autre partie cherche autour d'elle une autre porte de sortie. Les Bessedowsky, les Agabekow, les Dimitriewsky, les arrivistes corrompus, les escrocs effrontés, les canailles 100 % — combien y en a-t-il dans l'appareil ? — évaluent la hauteur du mur le plus proche, pour faire le saut dans le camp de l'ennemi de classe.

Les éléments honnêtes de l'appareil — ils sont heureusement la majorité — tendent l'oreille aux voix de la base, confrontent les étapes accomplies et les mots d'ordre usés — 1923-26-28-30-32 —, tous

ces zigzags de la cécité bureaucratique, et s'aperçoivent avec effroi que la « ligne générale » stalinienne n'est qu'un mythe, qu'un fantôme, que l'ombre confuse des oscillations de l'appareil lui-même. Ainsi s'ouvre l'ère où se paye la rançon de la révision des bases du socialisme scientifique et de la violence effrontée exercée sur le Parti.

Ces neuf années d'erreurs et de crimes de la bureaucratie ne sont pas passées impunément. Le système stalinien s'est approché de la crise décisive. L'épisode du « semi-trotskyisme » de Yaroslavsky aurait paru tout à fait impossible il y a un an, un an et demi, lorsque j'écrivis au sujet du premier « craquement dans l'appareil ». Maintenant, cet épisode n'étonne presque plus, au contraire, il est pris comme le symptôme infaillible d'un processus plus profond. L'appareil stalinien a cessé d'être l'appareil de Staline. Il est devenu un système de contradictions et de fissures. Tandis que les ouvriers se comportent avec une impatience toujours croissante envers le commandement de la bureaucratie, l'appareil se comporte avec une confiance de plus en plus déclinante envers la direction de Staline : les deux processus sont étroitement liés l'un à l'autre. La fraction stalinienne intime est forcée avec d'autant plus de rage de lutter pour le maintien de ses positions de commandement.

Vous avez commencé la lutte contre le « trotskyisme » sous le drapeau de la « vieille garde bolchévique ». Aux prétentions imaginaires, inventées par vous-mêmes, d'une direction personnelle de la part de Trotsky, vous avez opposé la « direction collective du Comité central léniniste ». Qu'est-il resté de la direction collective et du C.C. léniniste ? Indépendamment de la classe ouvrière et du Parti, l'appareil prépara la dictature de Staline, indépendante de l'appareil. Maintenant, prêter serment de fidélité dans le « C.C. léniniste » équivalait presque à lever ouvertement le drapeau de la révolte. L'unique formule de fidélité admise aujourd'hui, c'est de prêter serment sur le nom de Staline. L'orateur, le propagandiste, le journaliste, le théoricien, le pédagogue, le sportsman sont obligés d'inclure dans leurs discours, dans leurs articles, dans leurs rapports, la phrase de l'infailibilité de la politique du C.C. « sous la direction de Staline », c'est-à-dire de l'infailibilité de Staline, chevauchant le C.C. Ceci veut dire : que chaque militant du Parti et des Soviets, depuis le président du conseil des commissaires du peuple, jusqu'au plus modeste secrétaire communal, prête serment publiquement, devant tous le pays, qu'en cas de conflit entre le C.C. et Staline, lui soussigné soutiendra Staline contre le C.C. C'est à cela que se réduit aujourd'hui effectivement le statut du Parti et la Constitution soviétique.

Les choses en sont encore plus loin sur cette voie. L'article anniversaire officiel sur l'Armée Rouge (23 février) dit que le chef des forces armées de l'Union est « le Parti communiste, son C.C. léniniste, avec le camarade Staline à leur tête ». Cela signifie que l'Armée Rouge est appelée à garder fidélité aux Soviets des travailleurs, au prolétariat et à son avant-garde jusqu'au moment où à « la tête » du Parti reste Staline. Cela signifie que le

jour où le Parti ne voudra plus d'une direction aussi coûteuse, l'Armée Rouge devra soutenir Staline contre le Parti. L'introduction du nom de Staline dans le serment n'a et ne peut avoir aucun autre sens. C'est une nouvelle étape dans la préparation systématique, méthodique et persévérante du bonapartisme. Relisez l'histoire!

Quand vous avez commencé la lutte contre le Parti sous le nom de lutte contre le « trotskysme » vous avez créé, à l'intérieur du Bureau Politique officiel, un Bureau Politique occulte, ou le « Septumvirat » contre moi. Vous aviez vos réunions clandestines, votre discipline ignorée du Parti, votre chiffre secret pour les communications avec les agents de compiot locaux. La chasse à Trotsky et au « trotskysme » marcha de pair avec l'étouffement de l'indépendance du Parti: l'un et l'autre étaient également indispensables pour le triomphe de la bureaucratie.

Maintenant un travail identique, mais déjà sous une forme caricature-bonapartiste, s'accomplit à une nouvelle étape historique. L'étroite fraction de Staline possède certainement son état-major secret, ses mots d'ordre et ses consignes, ses agents et ses chiffres: la conspiration se poursuit à toute vapeur contre l'appareil lui-même, se trouvant en conspiration contre le Parti. L'autocratie de Staline, minée par en bas, s'efforce d'autant plus de prendre des formes achevées au sommet.

Mais dans le conflit qui est commencé entre Staline et l'appareil, le Parti menace de se mêler. Il doit s'y mêler, afin d'empêcher que l'ennemi de classe ne le fasse. Aider le Parti à s'y mêler impérieusement c'est là la tâche de l'opposition de gauche. C'est précisément ce que Staline craint mortellement. Il veut étouffer complètement le Parti avant d'avoir raison de l'appareil. Voilà pourquoi la XVII^e Conférence du Parti a été précédée par une nouvelle campagne contre le « trotskysme ». Voilà pourquoi la Conférence fut transformée en un rappel des hommes fidèles de Staline. Et voilà pourquoi votre Arrêté du 20 février parut l'indispensable conclusion de la Conférence. L'essence de cette politique est telle que chaque coup nouveau porté au Parti ne peut aller sans un coup porté au « trotskysme ». En cela réside la force de l'opposition. En cela également la condamnation de Staline.

Vous avez changé, il y a longtemps, la démocratie intérieure du Parti en « autocritique ». Cela signifiait au commencement: on peut critiquer tout le monde, à l'exception du C.C. Et dans l'étape suivante: il faut critiquer seulement ceux que le C.C. ordonne de critiquer. Maintenant cela veut dire: on peut critiquer tout le monde à l'exception de Staline. On peut faire la chasse à tout membre du C.C. qui ne jure pas sur le nom de Staline. Staline est au-dessus du Parti, au-dessus de l'appareil, au-dessus de la critique. Le dogme de son infaillibilité reçut une force rétroactive. On réédifie l'histoire du Parti autour de l'infaillibilité de Staline, comme autour d'un nouvel axe. Qui n'est pas arrivé à se réarmer tombe fatalement dans la meule.

Dans un parti révolutionnaire qui s'appuie sur

une doctrine scientifique et sur une grande tradition, il fallait transformer la direction en un temple où Kaganovitch, en qualité de prêtre, encense l'idole de la perfection éternelle. Il ne reste qu'à ajouter au dogme de l'infaillibilité le dogme de la conception immaculée: alors le système sera définitivement couronné!

Est-il possible de se figurer quelque chose de plus nuisible, de plus humiliant et de plus honteux que ce fait que, dans le parti du prolétariat, a été introduit le principe de l'autorité monarchique absolue? Peut-être ne savez-vous pas où cela conduit. Relisez l'histoire. Le dogme de l'infaillibilité éternelle est l'expression la plus incontestable et la plus criante du fait que la direction chaotique de Staline est arrivée en contradiction irréconciliable avec le développement économique, politique et culturel de la démocratie soviétique et — ce qui est non moins grave — avec les tâches historiques de l'avant garde du prolétariat mondial.

Songez seulement qu'après une quinzaine d'années depuis la Révolution d'Octobre, à la tête de l'I.C. se trouve... Manouïlsky. Vous connaissez cet homme aussi bien que moi. Personne d'entre nous ne l'a jamais pris au sérieux. A tous les moments critiques, il chancela, s'embrouilla et recula; il chercha toujours et sans cesse un patron. En 1918, il déclara dans la presse que Trotsky avait sauvé le bolchévisme de l'étroitesse nationale. En 1923, également dans la presse, il appela Lénine et Trotsky les fondateurs de la théorie et de la pratique de l'Internationale Communiste. Dans tout cela, direz-vous, il fut dirigé par des calculs personnels. Je ne veux pas en discuter. Mais dans ce cas il avait mal calculé. La « troïka » posa un ultimatum à Manouïlsky ou bien commencer une campagne de calomnies contre Rakowsky qui jouissait de l'estime générale, ou bien être écrasé lui-même. Vous connaissez Manouïlsky; il choisit le premier terme. Et maintenant, on est effrayé d'y penser, Manouïlsky est le chef de l'I.C.!

La stratégie de Marx et de Lénine; l'expérience historique du bolchévisme, les grands enseignements de 1917, tout cela est défigurée, mutilé, basoqué. Les erreurs d'hier de la bureaucratie, ni dévoilées, ni réfutées, ont été transformées en une tradition obligatoire et posées, à chaque tournant de la route, comme des guets-apens et des pièges. Le travail de la direction de l'I.C. est devenu un sabotage organisé de la révolution internationale prolétarienne. Ses crimes ne se comptent plus. Et maintenant se prépare sous nos yeux le crime le plus épouvantable de la série.

La théorie du social-fascisme, dans laquelle l'ignorance de Staline rejoint la légèreté de Manouïlsky, devient le nœud coulant sur le cou du prolétariat allemand. Sous le knout de la clique stalinienne, le malheureux C.C. du Parti communiste allemand, déconcerté, épouvanté, aide de toutes ses forces — et ne peut pas ne pas aider — les chefs de la social-démocratie allemande à livrer la classe ouvrière allemande à Hitler.

Et vous pensez que vous pouvez, au moyen de

votre petit papier falsifié du 20 février, arrêter le développement de la critique bolchévique ? De nous empêcher d'accomplir notre devoir ? D'épouvanter ceux qui pensent comme nous ? Mauvaises plaisanteries ! Déjà, dans près de vingt pays, existent des cadres de bolchéviques qui, avec raison, se sentent les continuateurs de la tradition marxiste, de l'école de Lénine, les héritiers de la Révolution d'Octobre. Personne ne leur fermera la bouche !

Or, certainement, Staline n'a pas encore dit son dernier mot pratique. L'arsenal de ses moyens nous est connu ; Lénine les pesa et les apprécia. Mais ces moyens ne peuvent désormais plus suffire que pour les vengeances personnelles. Le coup donné au vieux combattant intransigeant Rakowsky, l'exécution du « traître » Blumkine et son remplacement par le stalinien authentique Agabekow, les fusillades des bolchéviks enfermés dans les isolateurs ; l'aide muette, toute modeste et imperceptible aux ennemis de classe contre l'adversaire révolutionnaire, à cela peut encore suffire l'arsenal stalinien. Mais à rien d'autre !

Vous connaissez Staline aussi bien que moi. Beau coup d'entre vous, dans des conversations privées avec moi ou avec mes amis, ont apprécié plus d'une fois Staline et l'ont apprécié sans illusions. La force de Staline n'a jamais résidé en lui-même, mais dans l'appareil : ou si c'est en lui, ce n'est que dans la mesure où il était l'incarnation la plus parfaite de l'automatisme bureaucratique. Eloigné de l'appareil, opposé à l'appareil, Staline n'est rien, n'est qu'un lien commun. L'homme qui fut hier le symbole de la puissance de l'appareil, sera demain, aux yeux de tous, le symbole de la banqueroute de l'appareil. Il est temps de se séparer du mythe stalinien. Il faut avoir confiance dans la classe ouvrière et son Parti, le vrai Parti, non sa contrefaçon.

Relisez les procès-verbaux des Plenums du C.C.

des années 1926 et 1927, relisez les déclarations de l'opposition : vous avez du reste un recueil de documents plus complet que moi. Et vous vous convaincrez à nouveau : toute l'évolution du Parti, de l'appareil et de la clique stalinienne, furent prévues par nous, tous les jalons furent placés d'avance. La désagrégation du système stalinien s'accomplit en suivant exactement l'itinéraire tracé par l'opposition. Vous allez plus loin sur ce chemin ! Mais il n'y a plus de voie, Staline vous a emmenés dans une impasse. Il n'y a pas d'issue sans la liquidation de la stalinienne. Il faut avoir confiance dans la classe ouvrière, il faut donner à l'avant-garde prolétarienne la possibilité, au moyen de la critique libre, du haut en bas, de réexaminer tout le système soviétique et de l'épurer impitoyablement de tous les décombres accumulés. Il faut enfin, réaliser le dernier conseil pressant de Lénine : éliminer Staline.

Dans le travail de renaissance de la démocratie du Parti et des Soviets, l'opposition de gauche est à chaque moment prête à participer directement. On peut compter sur elle. Elle représente l'élite des révolutionnaires, dévoués corps et âme à la dictature du prolétariat. C'est le précieux levain pour le Parti étouffé, déchiré, rongé en haut par l'arriérisme et le servilisme.

Les plus grands problèmes sont à nouveau mis à l'ordre du jour par l'histoire : en Extrême-Orient et surtout dans le centre de l'Europe, en Allemagne. Quand il faut des mesures d'une politique de grande envergure, Staline se livre à de misérables mesures de police. L'opposition sautera par-dessus l'arrêt du 20 février comme l'ouvrier saute par-dessus la flaque d'eau qu'il trouve sur son chemin en se rendant au travail.

Bolchéviks-léninistes, en avant !

Prinkipo, 1^{er} mars 1932.



DÉMOCRATIE ET FASCISME

L. TROTSKY

Le XI^e plenum du C. E. de l' I. C. jugea indispensable de finir avec les conceptions fausses qui s'appuient sur « la construction libérale de la contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise ainsi qu'entre les formes parlementaires de la dictature bourgeoise et les formes ouvertement fascistes... » Le sens de cette philosophie stalinienne est très simple : de la négation marxiste de la contradiction *absolue*, elle déduit la négation de *toute* contradiction, même relative. C'est l'erreur typique du radicalisme vulgaire. Mais si, entre démocratie et fascisme, il n'existe *aucune* contradiction, même dans le domaine des *formes* de la domination de la bourgeoisie, ces deux régimes devraient tout simplement coïncider. De là la conclusion : social-démocratie = fascisme.

On appelle, cependant, la social-démocratie *social-fascisme*. Que signifie dans cette liaison le mot « social » ? Personne ne nous l'a encore expliqué jusqu'à maintenant. (1)

Cependant, la nature des choses ne change pas à coups de décisions des plenums du C. E. de l' I. C. Entre la démocratie et le fascisme, il y a une contradiction. Cette contradiction n'est nullement « absolue » ou, pour parler en marxiste, elle ne signifie nullement la domination de deux classes irréductibles. Mais elle signifie des systèmes différents de domination d'une seule et même classe. Ces deux systé-

mes : le système parlementaire-démocratique et le système fasciste, s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et se heurtent inévitablement et d'une façon aiguë l'un contre l'autre.

La social-démocratie, qui, aujourd'hui, est la représentante principale du régime parlementaire-bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme, lui, s'appuie sur la petite-bourgeoisie. La social-démocratie ne peut pas avoir d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme, lui, ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières. L'arène principale de la social-démocratie est le parlement. Le système du fascisme est basé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, le régime parlementaire et le régime fasciste ne représentent que différents instruments de sa domination : elle recourt à l'un ou à l'autre, suivant les conditions historiques. Mais, pour la social-démocratie, de même que pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une importance propre ; bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique.

L'heure du régime fasciste arrive au moment où les moyens militaires-policiers « normaux » de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, deviennent insuffisants pour maintenir la société en équilibre. Par l'agence fasciste, la bourgeoisie met en mouvement les masses de la petite-bourgeoisie enragée, les bandes de déclassés, les lumpen-prolétaires démoralisés, toutes ces innombrables existences humaines que le capital financier lui-même poussa au désespoir et à la rage.

Du fascisme, la bourgeoisie exige du travail « propre » : du moment qu'elle a admis les méthodes de guerre civile, elle veut avoir la paix pour une série d'années. Et l'agence fasciste, se servant de la petite-bourgeoisie comme d'un bétail, et anéantissant tout sur son chemin, poursuit son travail jusqu'au bout. La victoire du fascisme aboutit à l'accaparement direct et immédiat, par le capital financier, de tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'Etat et l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les syndicats, les coopératives. La fascisation de l'Etat signifie, non seulement mussoliniser des formes et des procédés de direction, — dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire, — mais, avant tout et surtout, dé-

(1) Chez les métaphysiciens (des gens qui pensent antidialectiquement) une même abstraction a deux ou trois fonctions et plus, souvent même des fonctions directement opposées. « La démocratie » en général et « le fascisme » en général ne se différencient en rien, comme on nous le dit, l'une de l'autre. En revanche, il existe dans le monde une « dictature des ouvriers et paysans » (pour la Chine, l'Inde, l'Espagne). Une dictature prolétarienne ? Non ! Une dictature capitaliste ? Non ! Quelle, alors ? Une dictature *démocratique* ! Il paraît qu'il existe dans le monde une démocratie pure, en dehors des classes. Mais le XI^e Plénum a expliqué que la démocratie ne diffère pas du fascisme. Dans ce cas, la « dictature démocratique » diffère-t-elle de la... dictature fasciste ?

Il n'y a que de trop naïves gens pour attendre des staliniens une réponse sérieuse et honnête à cette question principale : quelques injures de plus, voilà tout à quoi il faut s'attendre. Et pourtant à cette question est lié le sort de la Révolution en Orient.

truire les organisations ouvrières, réduire le prolétariat à un état amorphe, créer un système d'organismes pénétrant profondément dans les masses et qui sont destinés à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que consiste l'essence du régime fasciste.

Ce qui vient d'être dit ne contredit pas le fait qu'entre le système démocratique et le système fasciste s'établit, pendant une période donnée, un régime transitoire qui contient des traits de l'un et de l'autre système : telle est, en général, la loi du changement de deux régimes sociaux, même des régimes irréductiblement hostiles. Il y a des moments où la bourgeoisie s'appuie et sur la social-démocratie et sur le fascisme, c'est-à-dire quand elle se sert simultanément de son agence conciliatrice et de son agence terroriste. Tel fut, dans un certain sens, le gouvernement Kerensky pendant les derniers mois de son existence : il s'appuyait à moitié sur les Soviets et complotait, en même temps, avec Kornilov. Tel est le gouvernement Brüning, qui danse sur une corde entre deux camps irréconciliables, avec les décrets-lois en mains comme balancier. Mais une telle situation de l'Etat et du gouvernement a un caractère provisoire. Elle est une période transitoire où la social-démocratie est déjà proche de l'épuisement de sa mission, pendant que ni le communisme ni le fascisme ne sont encore prêts à la prise du pouvoir.

Les communistes italiens, continuant depuis longtemps à s'occuper de la question du fascisme, ont souvent protesté contre l'abus très fréquent de l'usage de la notion de fascisme. A l'époque du VI^e Congrès de l'I. C., Ercoli développait encore des points de vue sur le fascisme qui, maintenant, sont considérés comme des points de vue « trotskystes ». En déterminant le fascisme comme un système de réaction conséquent et complet, Ercoli expliquait : « Cette affirmation s'appuie, non pas sur les actes de terreur sauvage, ou sur le nombre élevé des ouvriers et des paysans tués, ou sur l'atrocité de différentes sortes de supplices qu'on appliquait largement, ou sur la sévérité des condamnations ; cette affirmation est motivée par la destruction systématique de toutes les formes d'organisation indépendantes des masses. » Ercoli a ici parfaitement raison : l'essence et la fonction du fascisme consistent à abolir complètement les organisations ouvrières et à empêcher leur rétablissement. Dans une société capitaliste développée, ce but ne peut pas être atteint par des moyens policiers seulement. La seule voie pour cela, c'est d'opposer à l'attaque du prolétariat — au moment de son affaiblissement — l'attaque des masses petites-bourgeoises enrégées. C'est précisément ce système particulier de réaction capitaliste qui est entré dans l'histoire sous le nom de fascisme.

« La question des rapports existant entre le

fascisme et la social-démocratie, écrit Ercoli, fait partie du même domaine (l'irréconciliable du fascisme avec les organisations ouvrières). Sous ce rapport, le fascisme diffère nettement de tous les autres régimes réactionnaires qui se sont affermis jusqu'à maintenant dans le monde capitaliste contemporain. Il rejette tout compromis avec la social-démocratie, il l'a poursuivie féroce, il l'a privée de toute possibilité légale d'existence, il l'a contrainte à émigrer ».

Ainsi s'exprimait l'article publié dans l'organe dirigeant de l'I. C. ! Après cela, Manouïlsky « souffla » à Molotov la grande idée de « la troisième période ». La France, l'Allemagne et la Pologne furent décrétées « au premier rang de l'assaut révolutionnaire ». Comme tâche immédiate fut déclarée la prise du pouvoir. Et puisque, devant l'insurrection prolétarienne, tous les partis, sauf le parti communiste, sont contre-révolutionnaires, il n'y avait pas besoin de distinguer entre le fascisme et la social-démocratie. La théorie du social-fascisme fut sanctionnée. Les fonctionnaires de l'I. C. se sont réarmés. Ercoli s'est empressé de démontrer que la vérité lui est chère, mais que Molotov lui est plus cher encore, et... il écrivit un rapport défendant la théorie du social-fascisme. « La social-démocratie, a-t-il déclaré en février 1930, se fascise avec une extrême facilité. » Hélas ! c'est avec une plus grande facilité encore que se servilisent les fonctionnaires du communisme officiel.

Notre critique de la théorie et de la pratique de la « troisième période » a été déclarée, bien entendu, contre-révolutionnaire. L'expérience néfaste qui coûta très cher à l'avant-garde prolétarienne força, néanmoins, à faire un tournant dans ce domaine également. La « troisième période » fut révisée, de même que Molotov fut congédié de l'I. C. Mais la théorie du social-fascisme est restée comme l'unique fruit mûr de la troisième période. Ici des changements sont impossibles : à la troisième période seul Molotov fut lié ; dans le social-fascisme s'est mêlé Staline lui-même.

Comme épigraphe à ses recherches sur le social-fascisme, la *Rote Fahne* choisit les paroles de Staline : « Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur l'aide active de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme ».

Comme cela arrive à Staline quand il essaie de généraliser, la première phrase est en contradiction avec la seconde. Que la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et que le fascisme soit une organisation de combat de la bourgeoisie, cela est tout à fait incontestable et connu depuis longtemps. Mais de cela découle seulement que la social-démocratie, de même que le fascisme, sont des instruments de la grande bourgeoisie. Comment la social-démocratie devient-elle en même temps encore

« l'aile » du fascisme, cela est difficile à comprendre. Non moins profonde est cette autre définition du même auteur : « Le fascisme et la social-démocratie sont, non des ennemis, mais des jumeaux. » Des jumeaux peuvent être les pires ennemis ; d'autre part, les alliés ne doivent pas nécessairement être nés le même jour et de la même mère. Dans la construction de Staline est absente, non seulement la dialectique, mais même la logique formelle. La force de cette construction consiste en ceci que personne n'ose la contredire.

Entre la démocratie et le fascisme, il n'y a pas de différence « quant au contenu de classe », nous apprend, à la suite de Staline, Werner Hirsch (*Die Internationale*, janvier 1932). Le passage de la démocratie au fascisme peut avoir un caractère de « processus organique », c'est-à-dire il peut se produire « graduellement et par la voie froide ». Ce raisonnement serait frappant, si les épigones ne nous avaient pas désappris à nous étonner.

Entre la démocratie et le fascisme, il n'y a pas « de différence de classe ». Cela doit signifier, de toute évidence, que la démocratie a un caractère bourgeois, de même que le fascisme. Nous nous en doutions même avant janvier 1932. Mais la classe dominante ne vit pas dans le vide. Elle entretient certains rapports avec les autres classes. Dans le régime « démocratique » de la société capitaliste développée, la bourgeoisie s'appuie avant tout sur la classe ouvrière domestiquée par les réformistes. Ce système est exprimé de la façon la plus achevée en Angleterre, sous le gouvernement travailliste aussi bien que sous le gouvernement conservateur. Dans le régime fasciste, tout au moins dans son premier stade, le capital s'appuie sur la petite-bourgeoisie, qui détruit les organisations du prolétariat. Tel est l'exemple de l'Italie ! Y a-t-il une différence dans « le contenu de classe » entre ces deux régimes ? Si l'on ne pose que la question de la classe dominante, il n'y a aucune différence. Mais si on prend la situation et les rapports entre toutes les classes, du point de vue du prolétariat, la différence se révèle assez grande.

Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail

de la II^e Internationale, à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif.

Le fascisme a comme fonction essentielle et unique la destruction jusqu'à leur fondement de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Ce fait a-t-il pour le prolétariat « une importance de classe » ou non ? Que nos grands théoriciens y réfléchissent un peu. En donnant au régime le nom de bourgeois, — ce qui est incontestable, — Hirsch et ses maîtres ont oublié un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils remplacent le processus historique par une vide abstraction sociologique. Mais la lutte des classes se déroule sur le terrain de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme, ce n'est pas l'abstraction de l'Etat démocratique, mais les organisations vivantes du prolétariat lui-même, dans lesquelles est concentrée toute son expérience et qui préparent son avenir.

La thèse que le passage de la démocratie au fascisme peut avoir un caractère « organique » et « graduel » ne signifie, de toute évidence, pas autre chose que ceci : on peut reprendre au prolétariat, non seulement toutes ses conquêtes matérielles — un certain niveau de vie, la législation sociale, les droits civils et politiques — mais aussi l'instrument essentiel de ses conquêtes, c'est-à-dire ses organisations, et cela sans secousses et sans combats. Le passage au fascisme « sur la voie froide » suppose ainsi la plus terrible des capitulations politiques du prolétariat qu'on puisse s'imaginer.

Les raisonnements théoriques de Werner Hirsch ne sont pas le fait du hasard : en poursuivant le développement des sentences théoriques de Staline, ils généralisent en même temps toute l'agitation actuelle du parti communiste. Ses efforts principaux sont dirigés dans le but de démontrer qu'entre le régime de Brüning et le régime de Hitler il n'y a pas de différence. C'est en cela que Thaelmann et Remmelé voient maintenant la quintessence de la politique bolchevik.

L'affaire ne se limite pas à l'Allemagne. L'idée que la victoire des fascistes n'apportera rien de nouveau se propage aujourd'hui avec zèle dans toutes les sections de l'I. C. Dans le numéro de janvier de la revue française *les Cahiers du bolchevisme*, nous lisons : « Les trotskystes, agissant en pratique comme Breitscheid, reprennent la fameuse théorie du « moindre mal », d'après laquelle Brüning est moins mauvais que Hitler, d'après laquelle il est moins désagréable de mourir de faim sous Brüning que sous Hitler et infiniment préférable d'être fusillé par Goerner que par Frick. » Cette citation n'est pas la plus bête, quoiqu'il faille lui rendre cette justice : elle l'est suffisamment. Mais, hélas ! elle exprime toute l'essence de la philosophie politique des chefs de l'I. C.

Les staliniens comparent deux régimes sous l'angle de la démocratie vulgaire. En effet, si l'on examine le régime Brüning avec le critérium de la « démocratie » formelle, la conclusion sera incontestable : de la fière constitution de Weimar, il n'est resté que des bribes. Mais, pour nous, ce fait ne résout pas encore la question. Il faut aborder la question du point de vue de la démocratie prolétarienne. C'est aussi le seul critérium sûr en ce qui concerne la question de savoir où et quand la réaction policière « normale » du capitalisme en putréfaction est remplacée par le régime fasciste.

Brüning est-il « meilleur » que Hitler (plus sympathique ou quoi ?) ; cette question nous intéresse, à vrai dire, très peu. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte des organisations ouvrières pour dire : en Allemagne, le fascisme n'a pas encore vaincu. Des obstacles et des forces gigantesques restent encore sur sa voie vers la dictature.

La dictature de Brüning est une caricature du bonapartisme. Cette dictature n'est pas stable, elle est peu sûre d'elle-même et peu durable. En ne s'appuyant d'une façon immédiate que sur une petite minorité bourgeoise, tolérée par la social-démocratie contre la volonté des ouvriers, menacé par le fascisme, Brüning n'est capable que des foudres des décrets-lois et non des foudres réelles. Dissoudre le parlement avec le consentement de celui-ci, prendre quelques décrets contre les ouvriers, déclarer la trêve de Noël pour arranger quelques affaires louches, sous cette couverture, disperser une centaine de réunions, interdire une dizaine de journaux, échanger avec Hitler une correspondance digne d'un pharmacien de province : voilà tout ce à quoi suffit Brüning. Pour quelque chose de plus, il a des bras trop courts.

Brüning est obligé de tolérer l'existence des organisations ouvrières, dans la mesure où il ne se décide pas encore aujourd'hui à remettre le pouvoir à Hitler et dans la mesure où il n'a pas de forces propres pour leur liquidation. Brüning est obligé de tolérer les fascistes et de les protéger, dans la mesure où il craint mortellement la victoire des ouvriers. Le régime Brüning est un régime transitoire, un régime de courte durée, qui précède la catastrophe. La pause d'avant la bataille, cette pause qui précède la rencontre décisive des forces opposées, est remplie par la dictature de l'impuissance bureaucratique.

Les sages qui se vantent de ne pas reconnaître la différence « entre Brüning et Hitler » disent en réalité ceci : que nos organisations existent encore ou qu'elles soient déjà détruites, cela n'a pas d'importance. Sous cette phraséologie pseudo-radical, se cache la passivité la plus lâche : nous ne pouvons pas éviter la défaite, quoi qu'on fasse ! Relisez attentivement la citation du journal des staliniens français : tout le problème se réduit à

ceci : sous qui est-il meilleur de subir la faim, sous Brüning ou sous Hitler ? Quant à nous, nous posons le problème, à savoir, non pas dans quelles conditions on meurt le mieux, mais comment lutter et vaincre.

Notre conclusion est la suivante : il faut engager la bataille générale avant que la dictature bureaucratique de Brüning soit remplacée par le régime fasciste, c'est-à-dire avant que soient écrasées les organisations ouvrières.

A la bataille générale, il faut se préparer par le développement, l'extension et l'exaspération des batailles partielles. Mais pour cela, il faut avoir une perspective juste et, avant tout, ne pas déclarer vainqueur l'ennemi qui est encore loin de la victoire.

Là est le nœud de la question, la clef stratégique de la situation, la position de départ pour la lutte. Tout ouvrier qui réfléchit, et l'ouvrier communiste le premier, doit se rendre compte de tout ce qu'il y a de vide, de misérable et de pourri dans les palabres de la bureaucratie stalinienne, selon lesquelles Brüning et Hitler, c'est la même chose. Vous vous perdez dans la confusion ! leur répondons-nous. Vous tombez dans cette confusion honteuse, par crainte des difficultés, par peur des tâches immenses ; vous capitulez devant la lutte, vous déclarez que nous avons déjà subi la défaite. Vous mentez ! La classe ouvrière est scindée, affaiblie par les réformistes, désorientée par les titubements de sa propre avant-garde, mais elle n'est pas encore écrasée ; ses forces ne sont pas épuisées. Non, le prolétariat d'Allemagne est puissant. Les calculs les plus optimistes seront dépassés considérablement si son énergie révolutionnaire se fraye le chemin vers l'arène de l'action.

Le régime de Brüning est un régime préparatoire. A quoi ? Ou à la victoire du fascisme ou à la victoire du prolétariat. Ce régime est préparatoire, parce que les deux camps ne font que se préparer à la lutte décisive. Identifier Brüning à Hitler signifie identifier la situation avant la bataille avec la situation après la défaite ; cela signifie reconnaître par avance la défaite inévitable ; cela signifie appeler à la capitulation sans combat.

La majorité écrasante des ouvriers, surtout des communistes, ne veut pas de cela. Bien entendu, la bureaucratie stalinienne n'en veut pas non plus. Mais il faut compter, non avec de bonnes intentions, dont Hitler pavera son enfer, mais avec le sens objectif de la politique, de sa direction et de ses tendances. Il faut dénoncer jusqu'au bout le caractère passif, peureusement expectatif, capitulard et déclaratoire de la politique de Staline-Manouïlsky-Thaelmann-Rommel. Il faut que les ouvriers révolutionnaires comprennent : la clef de la position est aux mains du Parti, mais la bureaucratie stalinienne essaie avec celle-ci de fermer les portes à l'action révolutionnaire.

A la veille des élections françaises

P. FRANK

Quelques semaines seulement nous séparent des élections parlementaires. Du fait que le développement de la crise a amené l'impérialisme français à un tournant de son développement, elles permettront d'apprécier avec assez d'exactitude l'influence de la crise sur l'orientation des masses; mais elles constitueront en même temps un important moment de la lutte de classes qu'un P.C. ayant une politique juste utiliserait avec succès.

* *

Rappelons quelques traits de l'évolution du capitalisme français pour comprendre la situation présente. Déjà, avant la guerre, l'industrie prenait une place de plus en plus grande dans l'économie française aux dépens de l'agriculture. La guerre et le traité de Versailles consacreront définitivement l'hégémonie du capital financier et de l'industrie dans la politique de la France. Les classes moyennes, jadis si puissantes, n'y eurent plus qu'une place de second ordre.

Mais parmi les facteurs qui pesèrent sur les clauses du traité de Versailles, les facteurs militaires — et en particulier la puissance de l'armée française — ne furent pas parmi les plus négligeables. Grâce à eux, la France obtint toute une série d'avantages économiques et politiques (Alsace-Lorraine, occupation de la Sarre, réparations, indemnités, désarmement de l'Allemagne, contrôle de celle-ci, qui lui assurèrent dans le monde une position politique nettement disproportionnée par rapport à sa puissance économique réelle. Le traité de Versailles avait instauré, dans l'Europe réduite à la portion congrue par l'impérialisme américain, un « équilibre » où l'Allemagne était placée à un rang subalterne. Les années qui ont suivi Versailles sont marquées, dans l'Europe capitaliste, par les luttes pour modifier cet état de choses. Toutes les conférences qui se sont succédé ont agi plus ou moins pour conserver l'« équilibre » de Versailles en ne procédant qu'à des modifications plus ou moins grandes mais qui ne touchaient pas à ses grandes lignes. Les résistances les plus grandes à toute modification vinrent naturellement de l'impérialisme français. Au début, il essaya même, par une tentative de force, l'occupation de la Ruhr qui ne fut qu'un prolongement de la guerre de 1914-1918 de s'opposer par les armes à tout recul. Sa tentative échoua. Il dut accepter la volonté de l'impérialisme américain, imposant le plan Dawes à l'Europe.

A la suite de cet échec, l'impérialisme français chercha à maintenir son hégémonie en Europe par des moyens beaucoup plus souples, par une politique de rapprochement avec l'Allemagne. Cette politique — dont Briand fut le principal représentant — se poursuivit jusqu'à ce que la crise commença à sévir en France.

Les avantages acquis en 1918 furent aussi une des causes pour lesquelles les luttes sociales ne prirent pas en France un caractère extrêmement aigu. Si amples qu'aient été les grèves de 1919 et de 1920, leur caractère reste tout différent et très éloigné des mouvements qu'ont connus la plupart des Etats européens. L'occupation de la Ruhr et son échec déterminèrent un mouvement important des masses. Mais, se produisant dans le reflux de la grande vague révolutionnaire d'après guerre, il se traduisit dans cette poussée pacifiste de 1924-1925 où la petite bourgeoisie se mit à la remorque d'une partie du capital financier entrant dans les vues de l'impérialisme américain. Ainsi, ensuite, l'échec du cartel des gauches amena, sans crise aiguë ces couches moyennes à soutenir l'union nationale qui, par la stabilisation monétaire, sanctionna légalement leur expropriation. Depuis, aucun mouvement de masses d'une certaine ampleur ne s'est produit. La période de prospérité relative ne fut marquée par aucune grande lutte prolétarienne.

* *

Après avoir résisté plus longtemps que la plupart des nations, la France a connu la crise à partir du second semestre de 1930. Depuis ce moment, celle-ci n'a fait que s'y étendre et s'approfondir, à un rythme relativement modéré jusque dans les derniers mois de 1931, mais à une allure beaucoup plus vive dans les mois qui viennent de s'écouler. Le tableau suivant, publié dans la page économique du journal *Paris-Midi* du 14 mars — toutes réserves étant faites sur des indices tels que celui des salaires ou du coût de la vie — donne un aperçu d'ensemble saisissant de l'ampleur de la crise et de son développement.

Pour l'avenir, les perspectives de l'impérialisme français sont encore beaucoup plus sombres. Ce qui a constitué apparemment sa force pendant des années, l'existence de couches moyennes nombreuses lui procurant un marché intérieur important, sera demain un de ses points les plus faibles. Non seulement parce

que, économiquement, ce marché intérieur se trouvera restreint considérablement, en particulier par les barrières douanières qui entraveront l'exportation des produits agricoles, mais parce que, politiquement, ces couches moyennes, les yeux tournés vers leur passé prospère, tendront à freiner une politique hardie de l'impérialisme. Les débouchés coloniaux de la France ne sont pas d'une grande importance et ne permettent pas à l'impérialisme français d'y trouver un remède très efficace. Une des principales industries de la France,

le tourisme, a périclité également du fait de la crise, en 1931 malgré la présence de l'exposition coloniale; pour 1932, la chute ne peut manquer d'être plus profonde encore. Conserver les marchés extérieurs de ses industries de transformation — en particulier en Europe centrale — c'est à quoi tendra surtout l'impérialisme français. Mais, dans les années passées, l'industrie française s'est beaucoup moins développée et rationalisée que l'industrie allemande et elle porte de ce fait un handicap considérable.

INDICES ECONOMIQUES PRINCIPAUX

	1927	1929-1930 Maxim.	1931 1 ^{er} trim.	1931 Déc.	1922	1932 Fév.	1932 Mar
<i>A. — Production industrielle</i>							
Production (indice général)	110	144	133	»	105	»	»
Industries mécaniques	114	162	114	118	112	»	»
Production sidérurgique	112	133	115	82	75	»	»
Consommation d'acier	106	159	132	105	99	»	»
Production houillère	120	130	122	105	99	98	»
Consommation de houille	103	125	111	102	98	96	»
Industrie du bâtiment (France)*	80	143	130	122	119	118	»
Industrie du bâtiment (Paris)*	51	113	89	59	62	58	53
Industries textiles	89	97	83	59	54	»	»
<i>B. — Prix, salaires</i>							
Prix de gros	630	653	493	413	414	421	424
Prix de détail	556	649	649	557	561	565	»
Coût de la vie	539	624	620	566	»	»	»
Salaires (indice général)	574	726	722	700	»	687	»
<i>C. — Commerce extérieur.</i>							
Exportation objets fabriqués (vol.)*	167	181	129	113	108	»	»
Importation matière nécessaire (vol.)*	112	144	124	93	89	»	»
<i>D. — Indices économiques importants</i>							
Production d'énergie électrique*	400	508	499	452	»	»	»
Wagons chargés (chemin de fer)*	126	139	131	120	114	111	109
Taxe sur le chiffre d'affaires*	123	142	134	124	119	»	»
Placement de la main-d'œuvre*	25	126	33	8	6	4	3
Offres d'emplois*	22	227	37	6	4	3	2
Chômeurs secourus (milliers)*	34	0,4	40	147	241	293	299
Faillites*	87	87	109	136	137	138	140
<i>E. — Bourse.</i>							
Valeurs revenu variable (cours)	287	548	366	224	257	307	283
Valeurs revenu variable (revenu)	264	391	371	295	292	288	285
Valeurs revenu variable (taux %)	3,48	2,24	3,83	4,98	4,30	3,54	3,81
Taux valeurs à revenu fixe %	6,58	5,19	3,76	4,17	4,13	4,26	»

*NOTA. — Indices base 100 avant-guerre, sauf placements et offres d'emplois (1926=100) et taxe sur le chiffre d'affaires. Les indices marqués d'une astérique sont affranchis des variations saisonnières. Pour le taux des valeurs à revenu variable, les faillites et le nombre des chômeurs en 1929-30 : minima. Pour mars, indices provisoires, d'après les données de mars les plus récentes disponibles : pour les valeurs à revenu variable au 11 mars; pour les prix de gros et les chômeurs secourus, au 5 mars; pour les salaires industriels, non compris les traitements de l'Etat et des services publics, immuables au coefficient 7 3/4, par rapport à l'avant-guerre.

Après les années de « prospérité » où elle narguait les autres bourgeoisies, la bourgeoisie française voit venir des heures de difficultés pour lesquelles elle est mal outillée.

La crise, en brisant impitoyablement la superstructure sociale, achève en particulier de ruiner le traité de Versailles, ce cadre diplomatique qui assurait la prépondérance de l'impérialisme français. Comment celui-ci va-t-il réagir ? Quelles solutions adoptera-t-il pour ne pas céder, pour conserver sa place ?

D'une part, il luttera énergiquement pour le maintien intangible de l'« équilibre » instauré à Versailles, en s'opposant à des modifications encore plus grandes de l'instrument de sa puissance passée. Un des points sur lesquels portera particulièrement son effort — nous le voyons déjà à la conférence de Genève — c'est le maintien de sa supériorité militaire, de cette formidable armée, atout politique très important qui pourra éventuellement lui permettre de rétablir sa situation par la force.

D'autre part, à l'intérieur, il envisagera la solution commune à toutes les bourgeoisies : surexploitation du prolétariat et expropriation des classes moyennes. Son offensive contre les salaires se poursuit déjà méthodiquement depuis des mois et, il serait vain de le dissimuler, avec succès. L'aggravation de ces derniers mois entraînera inévitablement une accentuation de cette offensive. En outre se pose déjà à lui le problème de poursuivre ses buts, soit par l'inflation, soit par tout autre modification de son système financier ; les mois qui viennent vont l'obliger à se décider et à passer à la réalisation d'un plan de cet ordre.

*
**

Le développement des événements entraîne déjà et entraînera beaucoup plus par la suite des modifications dans les diverses couches de la nation. Un processus d'évolution des masses vers la « gauche » se poursuit actuellement. Le parti radical et le parti socialiste l'exploitent, au moyen d'une campagne pour la paix et le désarmement qui rencontre un écho dans les masses désireuses de se débarrasser du lourd fardeau d'impôts provenant de l'existence d'une armée aussi considérable. La résistance ouvrière à l'offensive capitaliste, après avoir augmenté dans les premiers mois de 1931 et après s'être manifestée dans les conflits des mineurs et du textile, a subi, en grande partie à cause des échecs de ces mouvements, un affaiblissement qui a, en particulier, permis au patronat minier de se livrer à de nouvelles diminutions. Dans des régions fortement prolétariennes — région parisienne, région lyonnaise, région marseillaise — les rares mouvements qui se sont produits ont été d'une ampleur très restreinte.

L'évolution des masses se produit encore lentement ; différents facteurs — de politique intérieure ou extérieure — peuvent entraîner bien

des vicissitudes ; mais la tendance essentielle, c'est l'évolution des masses « à gauche » qui ne manquera probablement pas de s'exprimer au moment des élections. Etant donné le degré de la crise en France, sa tendance à s'approfondir et la lutte toujours plus acharnée que l'impérialisme français doit mener sur le front mondial pour défendre les positions acquises, il est certain qu'un gouvernement de gauche, qui pourrait sortir des élections, ne sera aucunement en mesure de tenir ses promesses, de satisfaire les espérances qu'il entretient au sein de son corps électoral. Cela ne tardera pas à éclater. A ce moment, les masses qui suivent les partis de gauche se trouveront à un tournant d'une importance incalculable pour le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire en France. Ou, dans leur grosse majorité, elles poursuivront leur déplacement à gauche en passant sous l'influence du P. C., ou elles feront un rapide revirement à droite et serviront de masse de manœuvre réactionnaire, voire fasciste, contre le prolétariat. L'une ou l'autre de ces perspectives dépend essentiellement de la politique, juste ou fautive, suivie par le Parti communiste, dès maintenant, dans cette période de regroupement des classes.

*
**

Le Congrès du Parti vient précisément de s'achever. Qu'est-il sorti de ses huit jours de débats ? Quels enseignements a-t-il tirés du passé ? Quelles perspectives a-t-il établies pour l'avenir ? Sur quelle voie va-t-il s'engager ?

Pas le moindre effort n'a été tenté pour trouver une issue à la crise dans laquelle se débat le Parti. Les Thorez, les Duclos, les Semard ont occupé la tribune pendant des heures sans apporter rien d'autre que la somme de ce que publie *l'Humanité* sur tous les coins de l'horizon. Pas de ligne directrice. Les autres interventions — en grande majorité faites aussi par des permanents — n'ont pas abordé les problèmes politiques généraux mais se réduisent à quelques faits d'activité régionale ou locale du Parti.

L'unanimité la plus complète s'est manifestée du commencement à la fin, telle est la constatation joyeuse que fit Thorez dans son discours de clôture. C'est tout au plus si un léger et rapide incident s'est produit au sujet du « groupe », lorsqu'un délégué a proposé d'inviter un membre du groupe à s'expliquer devant le Congrès. L'absence de Lozeray, petit comparse d'une triste comédie, permettra demain d'en monter un acte supplémentaire. Mais aucun délégué n'a manifesté d'étonnement de l'absence d'un représentant ou même d'un simple document de l'I. C.

Et cette absence est beaucoup plus significative que toutes les paroles prononcées au Congrès. Les délégués d'un certain nombre de pays voisins sont librement venus au Congrès. Mais l'organe suprême de l'I. C., l'organisme

le plus responsable du mouvement communiste mondial n'a rien à dire au Congrès du P.C. français, ne prend aucune responsabilité, continue à faire preuve de la carence la plus complète alors que la guerre sévit en Chine et qu'en Allemagne le danger fasciste grandit considérablement. Si le « guide » du prolétariat mondial se tient silencieux, rien de surprenant si, au cours des interventions, pas une seule fois les questions internationales n'ont été abordées. Dans les premiers jours du Congrès ont été connus les résultats des élections présidentielles en Allemagne; mais ce lourd échec n'a inquiété personne: Le Congrès devait se poursuivre unanime; les thèses devaient être adoptées; les problèmes de la Révolution allemande et de la Révolution mondiale étaient subordonnés à ces considérations bureaucratiques. La théorie du « socialisme dans un seul pays » se développe avec sa propre logique. La Conférence du Parti russe s'occupe des questions spécifiques de l'Union Soviétique; le Congrès du P. C. français s'occupe de questions à lui; le P. C. allemand a d'autres chats à fouetter, etc. On échange un coup de chapeau en certaines circonstances, mais les activités de chacun deviennent de plus en plus indépendantes. Et l'organe qui représente, au plus haut titre, l'unité profonde qui devrait impulser tous ces mouvements perd de plus en plus sa raison d'être et manifeste de moins en moins son existence.

Nous ne nous appesantirons pas sur les solutions données par le Congrès aux différents problèmes, car nous ne cessons de dénoncer toute cette politique. Incompréhension et sabotage du front unique, de la lutte pour l'unité syndicale, continuation de la pseudo-tactique « classe contre classe », tout cela en vertu de la théorie du « social-fascisme » qu'on croit faire avaler par des paroles où l'on tend « une main fraternelle aux ouvriers socialistes ». Mêmes clichés sans contenu sur la crise, sur les luttes économiques, sans apporter aucun moyen pour organiser la résistance ouvrière.

*
**

L'appareil a eu son succès de congrès. Mais la crise du Parti continue. Le monolithisme superficiel du Congrès ne modifie en rien la désagrégation profonde à laquelle le centrisme livre le Parti. Le Congrès du Parti n'apporte aucune réponse au trouble, à l'inquiétude qui pénètrent de plus en plus les militants qui,

ou se sentent impuissants à toucher la classe ouvrière pour l'action, ou n'aboutissent qu'à des échecs. De la tribune du Congrès, personne n'a parlé à cœur ouvert. Mais la réalité est si forte que Thorez éprouve le besoin de regonfler le Congrès où, pourtant, aucune parole sceptique n'a été prononcée. « Il ne faut pas se faire à l'idée, dit-il, que nous devions perdre des plumes aux prochaines élections. »

Ni de telles paroles, ni même des stimulants momentanés comme une Semaine contre la guerre ne peuvent changer quoi que ce soit à l'état du Parti, à sa capacité de mobiliser les masses. La politique centriste ne peut qu'aggraver la situation, qu'isoler encore plus le Parti de la classe. Il faut en débarrasser le Parti. Les membres du Parti désorientés ne sont pas arrivés à une telle conclusion. Mais ils ne peuvent pas ne pas y venir. Ils ne peuvent pas ne pas s'orienter, sous la pression des événements qui les forcera à réfléchir davantage, vers les solutions de l'opposition de gauche. Aussi, la bureaucratie, sentant où était le danger pour elle, a renforcé sa campagne contre le « trotskysme ». Toutes les calomnies habituelles lui ont paru insuffisantes. Elle s'est associée aux social-démocrates en présentant Trotsky comme le soutien de la candidature Hindenbourg. Une telle infamie peut momentanément porter sur les camarades qui commencent seulement à faire les premiers pas pour trouver une voie plus ferme après avoir pataugé des années dans l'ornière centriste. Mais cette calomnie et toutes celles, encore plus grossières, auxquelles se livrera la bureaucratie seront vite éventées, porteront de moins en moins et se retourneront violemment contre ceux qui les lancent.

L'appareil a autorisé la direction à chasser du Parti tous les « trotskystes » et tous ceux qui feront preuve de conciliation à leur égard. Mesures vaines ! Depuis des années, la bureaucratie centriste s'est livré à ces mêmes mesures sans briser, écraser ou déraciner le « trotskysme ». Non seulement, cette fois-ci encore, elle ne parviendra pas à ses fins, mais les circonstances sont favorables à l'opposition de gauche et lui ouvrent des perspectives nouvelles. L'opposition renforcera son action pour que cesse cette résignation de la base, pour l'amener à briser le cours imposé par la bureaucratie centriste et à rendre au Parti la politique et le régime qui peuvent seuls lui permettre d'être effectivement l'avant-garde prolétarienne dans les luttes de classes.



Après le premier tour des élections présidentielles allemandes

R. WELL

La lutte parlementaire du 13 mars est passée.

Les résultats sont surprenants. Le nombre des voix parle un clair langage : 18.660.000 pour Hindenburg, 11.333.000 pour Hitler, 4.970.000 pour Thaelmann et 2.560.000 pour Duesterberg. Le maréchal en chef a presque obtenu la victoire, porté par les épaules d'une partie puissante de la classe ouvrière. La dictature de Brüning a pu s'assurer un grand succès. Le fascisme allemand a pu, à peu près, doubler ses voix sur les élections du Reichstag de 1930 (6.379.000). La victoire annoncée de Hitler ne s'est pas produite, il est vrai. Relativement grand est aussi le nombre des voix recueillis par le candidat de principe de Hugenberg, Duesterberg. En face de cela, l'accroissement des voix du parti communiste est étonnamment petit si, de plus, on tient compte que la participation des électeurs a été supérieure de 3 millions à celle pour le Reichstag en 1930.

Avant tout, les résultats de certaines régions industrielles sont alarmants pour le prolétariat. Par exemple, à Berlin, le parti n'a pas pu atteindre les 739.000 voix obtenues aux dernières élections au Reichstag, et a seulement reçu 685.000 voix. Par contre, le nombre des voix du front Hindenburg est monté de 1.170.000 à 1.308.000, pendant que les fascistes passent de 396.000 à 665.000. A Berlin, le parti tombe de 27,2 % à 23,6 %, mais les nazis passent de 14,6 % à 22,9 %.

Des districts industriels comme Halle, Dusseldorf, Essen, Dresde, Hambourg, Bochum ont marqué des reculs pour le parti et, dans l'ensemble, des gains pour les fascistes. Dans le quartier ouvrier de *Welding*, le P.C.A. tombe de 99.000 à 90.000 pendant que le front Hindenburg y croît de 87.000 à 97.000 voix, et les nazis de 21.000 à 36.000 voix. Aux élections du Landtag, à Neu-Strelitz, le parti perd 2.000 voix (passant de 7.000 à 5.000) pendant que le P.S. gagne 1.400 voix.

Les prémices sous lesquelles se sont déroulées les élections auraient dû donner un accroissement du mouvement communiste. La crise économique a atteint un degré jamais atteint ; elle s'est manifestée en un chiffre effroyablement grand de chômeurs (6 millions), en arrêts d'entreprises, en congédiements en masse, en faillites de banques, en diminution de l'exportation. L'exploitation économique de la classe ouvrière augmente de jour en jour ; la diminution des salaires se poursuit de façon ininterrompue. Le secours au chômage a atteint les limites d'une diminution totale. Des lois sociales principalement, il ne subsiste encore que de maigres résidus. L'oppression politique de la classe ouvrière trouve son

expression dans la domination des décrets-lois de la dictature de Brüning, exclusivement dirigés contre les travailleurs ; le droit de réunion et celui de grève sont supprimés ou réduits. La guerre est devenue un fait. Le danger d'une guerre générale existe plus immédiat que jamais. A côté de la faillite économique du système capitaliste, à côté de la réaction économique et politique, le passage ouvert du P.S. dans le front de la réaction, la participation à l'élection du maréchal Hindenburg qu'il combattait en 1925 comme le représentant de la réaction, de la monarchie et de la guerre. De l'autre côté, puissamment positifs pour le communisme, l'édification socialiste en U.R.S.S. et le fait qu'un seul candidat ouvrier, Thaelmann, était présenté pour l'élection. Malgré ces conditions inimaginablement favorables, le P.C. n'a pas pu aller de l'avant. La théorie du « moindre mal » du P.S. a triomphé une fois de plus.

Pourquoi a-t-il été possible aux dirigeants du P.S. de convaincre encore une fois des masses formidables d'ouvriers de la nécessité de la politique du « moindre mal » ? Les dirigeants du P.S. ont réussi à déplacer la question de la lutte décisive entre le fascisme et le prolétariat sur le terrain de la lutte parlementaire. Cela leur a réussi parce que fait défaut la capacité d'action extra parlementaire du P.C. et de ce fait du prolétariat. Les ouvriers organisés dans le P.S. et les syndicats n'avaient pas à voter sous l'influence puissante d'un P.C. armé, préparé pour la lutte extraparlamentaire, qui battrait le fascisme et prendrait alors lui-même l'avenir de l'Allemagne en main, ils choisirent entre Hindenburg et Hitler. *Le manque de capacité d'action extraparlamentaire du P.C.A. a aidé les chefs du P.S. à transporter la lutte contre le fascisme sur le terrain parlementaire. à poser la question : Hindenburg ou Hitler, à réaliser la politique du « moindre mal ».*

Les nationaux-socialistes aussi ont un succès puissant à enregistrer. Toutes les théories du C.C. du Parti, que le fascisme avait déjà atteint son point culminant, sont rejetées par-dessus bord. La « Rote Fahne » du 16 septembre 1930 écrivit après les élections au Reichstag, que les nazis ont déjà atteint le sommet de leur montée. Les résultats électoraux prouvent qu'ils ont déjà pu fortement pénétrer dans les districts ouvriers. Qu'Hitler n'ait pas été élu à la présidence du Reich, comme les nazis l'espéraient, cela ne change rien au fait que le danger fasciste est devenu encore plus grand. Il apparaît clairement que la stratégie du plébiscite de la direction du Parti, le programme de libération nationale et sociale dans toutes ses variations pos-

sibles, l'adaptation à la phraséologie des nazis n'ont pas retenu le fascisme.

Pourquoi de tels résultats défavorables pour le communisme? *Si les conditions objectives sont favorables, où réside donc l'explication de la défaite du P.C.A.?* La ligne politique du Parti est en contradiction flagrante avec la nécessité politique. La théorie stalinienne selon laquelle « social-démocratie et fascisme » sont jumeaux, et tous ceux qui sont hors des rangs communistes des « social-fascistes », se venge.

La politique syndicale a complètement isolé le Parti des ouvriers organisés. Le cours fatal des staliniens dans les syndicats a donné la possibilité aux dirigeants traîtres de l'ADGB d'amener les adhérents des syndicats dans le front de Hindenbourg.

La tactique de front unique de la direction Thaelmann a créé les prémices pour la constitution du « front d'acier ». Les résultats de Saxe où il n'y a pas de parti du Centre et où les autres partis du front Hindenbourg n'ont été que des appoints, montrent que les masses ouvrières social-démocrates qui se sont là toujours tenues à gauche, ont suivi entièrement les mots d'ordre de leurs chefs. Il apparaît que la réalité est en opposition flagrante avec les décrets de la « Rote Fahne » : non la destruction du P.S. et de l'ADGB, mais l'obéissance totale aux mots d'ordre de ces organisations par leurs adhérents. Les résultats montrent comment les ouvriers allemands réagissent à la propagande du P.C.A. suivant laquelle le P.S. est maintenant l'ennemi principal. *Pour eux, maintenant, l'ennemi principal c'est le fascisme.* La seule et unique politique à la direction stalinienne du Parti a donné aux dirigeants traîtres du P.S. et de l'ADGB la possibilité de semer chez les ouvriers l'illusion que Hindenbourg était une digue contre le fascisme.

Depuis longtemps déjà, le P.C.A. n'est plus en état de réaliser des actions extra-parlementaires. Très faible dans les entreprises et dans les organisations de masse du prolétariat, avec un nombre d'adhérents qui se compose de 75 à 80 % de chômeurs, avec une R.G.O. qui ne représente seulement qu'une minorité décroissante dans l'ensemble de la classe ouvrière, le Parti ne peut mener aucune grève victorieuse, aucune action extra-parlementaire. Par des succès aux élections parlementaires, la direction Thaelmann espérait dissimuler les conséquences catastrophiques de sa politique aux adhérents du Parti. La bureaucratie du Parti tentera sans doute, au moyen de « l'autocritique bolchevique », d'attribuer aux adhérents la responsabilité de ces résultats électoraux. Aucune démonstration de la direction Thaelmann ne pourrait changer le fait que les résultats du 13 mars signifient la banqueroute totale de la politique de Thaelmann en Allemagne, l'incapacité politique absolue de la direction de l'I.C., de son guide idéologique Staline.

Les résultats du 13 mars exigent impérieusement un tournant radical du Parti, la renonciation absolue à la politique poursuivie jusqu'à présent. A bas la théorie du socialisme dans un seul pays qui est la racine de tous les maux de la politique de l'I.C. et

du P.C.A. Orientons-nous vers l'organisation réelle de la Révolution dans l'Europe occidentale. Abandonnons la théorie que le P.S. est maintenant l'ennemi principal, car ainsi on aboutit seulement à la conclusion que le fascisme est le moindre mal. Tour-nons le gouvernail pour la réalisation du front unique entre le P.C., le P.S., le S.A.P., les syndicats et les autres organisations prolétariennes de masse décisives. Extirpons la théorie du social-fascisme ; changeons complètement le cours syndical ; renonçons à la politique de la R.G.O. ; travail de masse dans les syndicats, création d'une aile gauche dans les syndicats. Ne pas commander la classe ouvrière, mais lutter pour gagner les cerveaux des ouvriers qui sont encore hors des rangs communistes jusqu'à ce qu'ils y viennent.

Il s'agit maintenant encore d'exploiter le temps pour tous les préparatifs de la lutte à venir qui sera extra parlementaire. Le fascisme n'est pas battu, il lutte pour conquérir le pouvoir. Les ouvriers social-démocrates et syndiqués auront bientôt l'occasion de se convaincre au sujet de l'incorporation dans le front Hindenbourg. Ils verront qu'*Hindenbourg n'est pas une digue pour le fascisme*, mais qu'il prépare la voie du pouvoir aux fascistes, qu'il les englobera dans un gouvernement. Ils apprendront à apprécier la politique du « moindre mal », c'est-à-dire que leurs chefs ont rendu au fascisme les meilleurs services. Alors ces ouvriers chercheront le chemin du communisme. Leur faciliter ce chemin est la tâche du P.C.A. Cela doit se produire en ce moment-ci. Autrement les fascistes atteindront le pouvoir sur la base de la désagrégation de la classe ouvrière et de la désorientation des ouvriers socialistes. Cela ne peut seulement être évité que sur la voie du front unique entre les organisations prolétariennes principales. Cela est la première prémisse pour recréer la capacité d'action extra parlementaire de la classe. Sur ce domaine, le P.C.A., par une politique habile peut et doit devenir le dirigeant de la classe. Alors la vague fasciste se brisera sur les rochers prolétariens. La bureaucratie du Parti a montré qu'elle était incapable d'un tournant décisif. *Aussi longtemps qu'il n'y aura pas dans le Parti de libre discussion sur les résultats de la politique générale de l'I.C. et de la direction du Parti dans les neuf dernières années, il ne pourra se faire de tournant sérieux.*

Rétablir l'unité du Parti, réintégrer l'opposition de gauche dans le Parti, rappeler les camarades Trotsky, Rakovsky et tous les combattants d'Octobre à la direction du P.C. mondial, c'est une des plus importantes conclusions de la nouvelle défaite que la direction stalinienne a apportée au prolétariat allemand. Un congrès extraordinaire du Parti basé sur une démocratie intérieure et préparé par une discussion poussée à fond doit devenir la revendication de chaque communiste. Il n'y a pas d'autre moyen pour mener à la victoire le prolétariat dans la lutte contre le fascisme qu'en recréant la capacité d'action extra parlementaire du Parti. Celle-ci ne peut être obtenue que par le changement total de la politique du Parti qui se réalisera seulement par la défaite du régime bureaucratique. Revenons au Parti de Lénine! (14-3-32)

LETTRE OUVERTE

à tous les membres du

Parti Communiste Espagnol

Camarades,

Avec la publication de la *Lettre ouverte* de l'Internationale communiste au Parti espagnol, la profonde crise que traverse le communisme en Espagne par suite des erreurs fondamentales commises par la direction nationale en plein accord avec l'I.C. est devenue officielle. Une accumulation d'erreurs, que l'opposition communiste espagnole a été la première à signaler au moment où leur correction aurait pu marquer l'avance victorieuse de la révolution, est condamnée dans ce document. C'est seulement lorsque les erreurs deviennent catastrophiques pour le parti que l'I.C., après avoir défendu et soutenu cette politique d'erreurs et appuyé résolument ces responsables, se décide à formuler ses critiques sous la pression de la base et devant les symptômes évidents de démoralisation du parti, qui apparaissent dans toute leur gravité. Deux jours avant que la *Lettre ouverte* ait été rendue publique, de simples militants ouvriers qui faisaient dans leurs cellules des critiques moins sévères que celles de l'I.C. étaient exclus du Parti, avec la sanction de l'organisme mondial. La crise actuelle ne s'est pas produite suivant le développement de l'organisation entière, c'est-à-dire en vertu de la libre discussion dans le Parti; elle surgit d'une façon que nous pourrions appeler artificielle : parce qu'elle est imposée par les bureaucrates internationaux.

Il est logique que les dirigeants de l'Internationale, principaux responsables des fautes de la direction espagnole, s'efforce de cacher les conséquences catastrophiques que la politique suivie a eue en Espagne. Historiquement, les dommages causés par les erreurs politiques sont difficiles à corriger. Lorsque le rythme de la révolution marque un recul, la bureaucratie de l'I.C. pose le problème de la réorganisation du Parti. La bureaucratie internationale a consenti, a couvert le fait que durant la période culminante de la révolution le prolétariat espagnol manqua de son parti révolutionnaire de classe. Plus : l'I.C. a couvert du manteau de son autorité la division du communisme espagnol entretenue par les dirigeants du Parti officiel. Pratiquement l'I.C. est les dirigeants espagnols, l'équipe Bullejos-Trilla-Pimarega, ont été les liquidateurs des perspectives immédiates que le 14 avril ouvrait au prolétariat espagnol. Dans la *Lettre ouverte* de l'I.C. sont reproduites les critiques mêmes que l'opposition, qui reçut pour cela les pires qualificatifs, avait formulées depuis le début de la révolution espagnole. Ce sont les accusations suivantes portées

contre la direction : incapacité de se lier aux masses ouvrières ; étroitesse sectaire ; tendances anarchisantes ; analyse fautive de la situation politique : lancement de mots d'ordre incompréhensibles pour les masses et manque de réalisations, d'essais sérieux pour les appliquer ; conception équivoque sur le rôle des soviets ; manque de compréhension du rôle des comités de fabrique ; esprit de groupe ; étouffement de l'opinion de la base ; scission de la C.N.T. L'opposition communiste espagnole reconnaît et déclare que ce nouveau tournant, imposé au Parti d'une manière bureaucratique, ne pourra pas aboutir sans un travail de franche exposition des erreurs que nous venons de rappeler. De ce point de vue, l'opposition signale le fait comme une nouvelle victoire sur le chemin de sa défense du marxisme révolutionnaire, appliquée à la révolution espagnole et à la mission du Parti.

L'opposition communiste de gauche, enregistrant cette brillante victoire de ses points de vue, a le devoir d'indiquer à tout le prolétariat communiste que la *Lettre ouverte* est un résultat direct, quoique tardif, de notre critique. Cela démontre d'une façon péremptoire que, bien qu'exclus du Parti, notre collaboration avec lui a été d'une efficacité incontestable, et que cette efficacité aurait été sans doute plus considérable si l'opposition avait occupé la place qui lui revient à l'intérieur de celui-ci. Cela démontre une fois de plus que si le régime intérieur du Parti permettait la libre discussion démocratique indispensable à toute organisation prolétarienne révolutionnaire, la critique prendrait des formes moins aiguës que dans l'état actuel de scission, et la rectification des erreurs serait plus rapide et efficace et infiniment moins douloureuse. Mais la bureaucratie internationale et nationale craint la vérité révolutionnaire et persiste pour cette raison à tenir les bolchéviks-léninistes qui constituent les rangs de l'opposition, éloignés des partis communistes.

La *Lettre ouverte* a un intérêt particulier à taire que les erreurs commises par le parti espagnol ne proviennent pas d'un manque de compréhension politique de la direction nationale, mais de la théorie qui domine dans le cours actuel de l'I.C. : le stalinisme. Le mal réside dans la série de conceptions équivoques que l'école stalinienne a introduites dans le communisme depuis la mort de Lénine. Les échecs de la révolution chinoise, allemande, bulgare et aujourd'hui espagnole, sont la conséquence des erreurs tactiques qui dérivent de ce produit néfaste connu sous le nom de stalinisme.

Quelles solutions d'avenir la *Lettre ouverte* préconise-t-elle? Le document brille par une absence absolue de solutions concrètes. Il ne conclut pas par l'exigence précise de l'élimination brutale des auteurs immédiats des crises politiques qu'il dénonce. Ces dirigeants ont servi trop fidèlement la bureaucratie internationale et sont par conséquent disposés à la suivre en la servant encore. Elle laisse la résolution des problèmes au Congrès du Parti convoqué pour le mois de mars, pour donner ainsi une certaine apparence « démocratique » à la manœuvre bureaucratique qui se prépare dès aujourd'hui.

La direction du parti espagnol, avec le consentement de l'I.C., a liquidé politiquement durant les derniers temps tous les militants les plus capables du parti, accusés du délit horrible de ne pas taire leurs critiques à la politique aventuriste suivie par les dirigeants. La direction a réussi de cette façon à aboutir à un parlait et tranquille monologue. Elle a créé dans le parti une atmosphère de pogrome, de terrorisme contre les militants indépendants, et de persécution systématique de tout militant sincère qui est en désaccord avec les méthodes de la direction. Devant l'impossibilité de la critique, devant l'atmosphère de persécution, de nombreux anciens militants du parti l'ont abandonné. L'organisation bureaucratique des cellules a étouffé toute vie politique intérieure. Elle s'occupe plus de conserver la fidélité personnelle du secrétaire de la cellule que la ligne politique des ouvriers communistes qui militent dedans. Le militant ouvrier, devant la crainte d'être expulsé du parti, ne dit pas ce qu'il pense et n'ose pas voter selon sa conviction. On a mécanisé les militants, et on ne leur demande pas la discipline, mais l'obéissance aveugle.

C'est dans cette situation du parti que va se tenir le Congrès qu'on peut déjà dénoncer comme une manœuvre de caractère bureaucratique pour atténuer l'effervescence qui se manifeste dans le parti, surtout après les dernières erreurs de la direction. L'I.C. elle-même est obligée de reconnaître que le parti est désorganisé et que sa réorganisation immédiate s'impose. Le développement des événements a clairement démontré que l'opposition communiste de gauche a toujours eu raison et qu'elle a été la seule à préconiser la politique qui puisse correspondre à un développement de la révolution à chaque étape de la révolution. Toute notre activité et nos écrits en témoignent. La nécessité historique de l'existence de l'opposition, à l'échelle nationale et internationale, a été justifiée une fois de plus. Cependant, au lieu de réintégrer au sein du parti tous les oppositionnels exclus pour délit d'opinion, la *Lettre ouverte* invite le parti à prendre en main avec l'énergie nécessaire la lutte contre le « trotskysme contre-révolutionnaire ». Dans le but de combattre le trotskysme, une grande fabrique de calomnies et d'infamies contre l'opposition et ses militants les plus caractéristiques commence à fonctionner à toute vapeur, avec trois équipes de rechange. Elle use de la violence journalistique et verbale d'abord, et ensuite de la violence physique. Ainsi la bureaucratie communiste se console-t-elle des fautes commises, fautes fatales pour le sort du prolétariat espagnol.

Le parti communiste ne pourra pas s'engager dans une voie sûre s'il ne commence pas sa réorganisation politique par l'élimination radicale de l'équipe dirigeante d'aventuriers qui l'ont conduit à la situation actuelle. Ces dirigeants ineptes, incapables, véritables analphabètes du marxisme révolutionnaire, sont moralement les responsables de la défaite de la révolution espagnole. Tous les ouvriers communistes qui aiment leur parti, exigent la condamnation du Bullejos et Cie. Et ceux-ci, par un sombre trait de cynisme politique, tentent d'esquiver leur responsabilité évidente devant l'échec en se répandant en accusations contre la base du parti, qui est seulement coupable du délit d'excès de patience. Les ouvriers communistes ne peuvent consentir à se charger des fautes qui retombent exclusivement sur les « chefs » actuels du parti. Les bureaucrates nationaux ont appris de leurs compagnons internationaux la méthode qui consiste à s'en prendre à la base soumise à la plus féroce dictature et à la rendre responsable des échecs. Mais il y a encore quelque chose que l'opposition de gauche ne peut pas cacher. Avec la direction actuelle ou avec une autre équipe dirigeante prise dans le sein du parti, il n'y a pas de salut politique possible tant qu'on continue à appliquer au mouvement espagnol les méthodes du stalinisme qui ont échoué internationalement. Le prolétariat mondial a un exemple de plus de la façon dont le stalinisme le mène à la défaite: c'est la révolution espagnole. C'est précisément ce que les stalinistes salariés d'Espagne tentent de cacher devant les masses ouvrières.

La classe ouvrière révolutionnaire espagnole a besoin de cette arme irremplaçable de la révolution, qu'est le parti communiste. Le congrès convoqué doit être un grand congrès d'unification et d'organisation de toutes les forces du communisme espagnol, et non une force très bureaucratique, comme le veulent les dirigeants nationaux et internationaux. A la lumière des événements, il a été démontré que la politique pour laquelle combat l'opposition est la seule qui soit capable de conduire le parti à la victoire. Tous les communistes sincères considèrent comme une condition préliminaire à toute action future du parti l'unification de toutes les forces du communisme espagnol, réintégrant dans le parti unifié les camarades exclus pour délit de tendance; cette unification ne peut se réaliser que grâce à la convocation d'un congrès qui pose les bases d'un grand parti communiste qui soit à la hauteur des tâches qui lui reviennent, sur la base de la discussion démocratique de tous les problèmes touchant au mouvement ouvrier et à la révolution espagnole, et de la soumission de la minorité à la majorité. Les nécessités de l'heure historique que nous vivons l'exigent impérieusement. L'opposition communiste de gauche ne manquera pas en ce sens à son devoir, sûre qu'elle est que les ouvriers communistes espagnols finiront par se convaincre qu'il n'y a pas d'amis plus sincères du parti que les membres de l'opposition. L'opposition n'a jamais nié et ne nie pas maintenant sa volonté arrêtée de coopérer au premier rang à l'œuvre d'édification du parti

et à l'application d'une politique vérifiée et cohérente.

Congrès de masse s'intitule la réunion que le parti se dispose à tenir à Séville. On peut plutôt l'appeler un congrès de bureaucrates. Malgré l'habileté avec laquelle se prépare la mise en scène du congrès, malgré l'intervention de délégations de soi-disant « ouvriers sans-parti », le congrès sera pour chaque militant conscient un congrès d'imposture bureaucratique pour empêcher toute véritable critique révolutionnaire. Après plus de cinq années de dictature de l'équipe Bullejos-Trilla, on veut préparer en vingt jours un congrès national. Cela est en soi un fait assez éloquent. La véritable intervention qui est nécessaire au congrès, c'est celle des éléments qui, durant toutes les étapes de la révolution espagnole, ont indiqué au parti les mots d'ordre justes. Ces éléments sont précisément ceux qui constituent l'opposition communiste de gauche, c'est-à-dire les « trotskystes contre-révolutionnaires », contre lesquels les fossoyeurs du mouvement communiste espagnol braquent en ce moment leurs feux.

Il ne peut y avoir de véritable réorganisation que sur la base de l'unification. La réorganisation sur la base des bureaucrates, sans véritable démocratie interne, ne peut en aucune manière résoudre les problèmes urgents qui se posent chaque jour au prolétariat espagnol. La réintégration et le regroupement de tous les communistes membres du parti ou exclus pour raisons de tendance est nécessaire.

Il y a des raisons très nombreuses pour ne pas accorder une confiance absolue aux bonnes propositions de l'I.C. et du parti espagnol en ce qui concerne la correction de leurs erreurs politiques et du régime intérieur, qui prévalent jusqu'à maintenant. Il en suffirait comme preuve éloquentes le fait que tandis que dans le document on montre un esprit de conciliation extrême vis-à-vis de « l'organisation de sympathisants » qu'est le Bloc Ouvrier et Paysan, la tendance la plus confusionniste et dangereuse du mouvement ouvrier espagnol, on affiche une intransigeance fanatique contre l'opposition de gauche qui est seule à avoir défini avec justesse la politique à suivre, et qui a dénoncé le caractère démocrate et petit-bourgeois de la fraction mauriniste. Malgré cela, l'opposition est disposée à aider résolument les travailleurs sincères et conscients qui militent dans le parti, dans le travail de pose des bases de la reconstruction d'un véritable parti qui soit à la hauteur des circonstances.

Comme concession au malaise qui se fait jour dans la base, l'I.C., d'accord avec la direction espagnole, a inspiré la *Lettre ouverte*, qui est basée sur des critiques justes, quoique incomplètes. Mais il faut aussi s'attendre à ce que les deux dirigeants, d'accord, fassent tout leur possible pour que ce do-

cument reste lettre morte, bien que cela doive porter préjudice au cours de la révolution espagnole. Tous les ouvriers révolutionnaires qui n'ont pas été contaminés par le poison bureaucratique ont le devoir de coordonner leur activité pour que le tournant se réalise en pratique avec toutes ses conséquences, malgré les dirigeants nationaux et internationaux. Il est nécessaire d'ouvrir immédiatement une ample discussion à tous les échelons du parti. Mais cette discussion manquera de véritable efficacité si l'on n'y permet pas l'intervention active de tous les membres de l'opposition de gauche, qui ont été les premiers à signaler les erreurs et à expliquer la politique qu'il fallait suivre. L'opposition veut être entendue par tous les communistes espagnols et travailler d'accord avec eux à l'élaboration de ses tâches et à la préparation du congrès d'unification et de réorganisation. Tout congrès qui se tiendra sans la participation de l'opposition de gauche sera une pure manœuvre de caractère bureaucratique, et démontrera que la crainte principale de la direction du parti est d'affronter les points de vue de l'opposition devant le grand tribunal du prolétariat communiste.

Communistes !

Luttez dans vos cellules, dans vos rayons, pour que le congrès du parti soit un véritable comité d'unification des forces communistes espagnoles et non un congrès truqué où les résolutions sont votées par des unanimités de 100 pour 100 !

Exigez la réintégration dans le parti, en vue des travaux préliminaires du congrès, de tous les camarades qui ont été exclus du parti pour délits d'opinion !

Exigez que lorsqu'un aventurier ou un bureaucrate irresponsable parle de « trotskysme contre-révolutionnaire » dans vos cellules, les oppositionnels soient appelés à exposer notre point de vue !

Combattez pour que le congrès du parti soit convoqué uniquement par une commission composée de représentants de toutes les tendances du mouvement communiste espagnol !

Empêchez que puissent être réalisées avant le congrès les exclusions que préparent dès maintenant dans l'ombre les dirigeants du parti !

Nous sommes parmi les premiers fondateurs du parti, nous avons souffert tous les genres de persécutions et nous avons le droit de ne pas être condamnés sans avoir été entendus !

Vive le congrès d'unification et de réorganisation du parti communiste d'Espagne !

Vive le grand parti communiste espagnol unifié !

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'OPPOSITION
COMMUNISTE ESPAGNOLE.

BORDIGUISME ET TROTSKYSME

Les camarades de la « fraction de gauche italienne » n'aiment avant tout pas être appelés « bordiguistes ». « Nous ne savons pas, disent-ils, jusqu'à quel point nous interprétons exactement, aujourd'hui, les idées du camarade Bordiga ». Et en effet, il peut se trouver qu'ils ne les interprètent pas. Mais en tant qu'ils se réclament de ce qui fut et reste les textes « fondamentaux » de l'opposition bordiguiste, — les thèses de Rome (1922), et la plate-forme de gauche (1926), plate-forme qu'eux-mêmes continuent d'appeler « bordiguiste » ainsi qu'on peut lire dans le titre porté par cette plate-forme, — la fraction de *Prometeo*, qui s'appelle « gauche italienne », n'est qu'une fraction *bordiguiste* du P.C.I. et de l'I.C.

Ces camarades disent aussi : Il ne faut pas parler de *bordiguisme* car ce mot appartient à la même frappe d'où est sorti l'autre, le « *trotskyisme* ». Est-ce juste ? L'opposition de Bordiga dans l'I.C. remonte au II^e Congrès avec les thèses fameuses de la « gauche italienne » sur l'abstentionnisme parlementaire. Bordiga a été en opposition au III^e et au IV^e congrès. Bordiga a poursuivi l'opposition au V^e congrès qui a été le dernier auquel il a pu participer. La lutte contre le « gauchisme » de Bordiga remonte donc aux temps de la direction léniniste de l'I.C. Avec la dégénérescence qui s'est produite au cours de la période post-léninienne de la direction de l'I. C. La lutte contre le « bordiguisme » a dégénéré à l'instar du modèle zino-vievo-stalinien de la lutte contre le « trotskyisme ».

La différence reste quand même capitale. Dans la question du « trotskyisme » nous distinguons deux éléments : l'élément déformateur, que les événements internationaux se chargent eux-mêmes de dissiper toujours plus comme le brouillard au soleil ; et l'élément réel qui est appelé à pénétrer toujours plus profondément dans la conscience des communistes. De sorte qu'aucun communiste révolutionnaire, aucun marxiste éduqué à l'école bolchévique-léniniste ne peut ressentir de malaise en se présentant aux ouvriers révolutionnaires comme « trotskyiste ». Nous défendons le « trotskyisme », qui est à la base de la gauche internationale, mais nous ne pouvons pas défendre le « bordiguisme », c'est-à-dire les positions réelles qui sont à la base de la soi-disant « gauche italienne ».

Les avantages de la discussion que nous nous souhaitons dans les rangs de la gauche internationale résident dans le fait que cette discussion sera

menée non dans un but de sauvegarde de tel ou tel intérêt particulier, — comme il se produit aujourd'hui pour toute discussion au sein de l'I.C. dirigée par la bureaucratie italienne, — mais uniquement dans le but de sauvegarder les principes du marxisme et du léninisme, les principes qui sont à la base de la gauche internationale.

Les considérants donnés par la fraction bordiguiste au sujet de l'exclusion du camarade Fosco sont :

1^o Parce qu'il n'accepte pas les thèses de Rome ;

2^o Parce qu'il n'accepte pas la « plate-forme de gauche » (1926) :

Documents qui sont à la base de la formation de la fraction bordiguiste. Puisque cette fraction s'efforce d'opposer ces documents « historiques » à la conception bolchévique-léniniste défendue par l'opposition de gauche du Parti communiste russe et qui est la même prise pour fondement de l'opposition de gauche internationale ; puisque c'est sur la base de cette contre-position que la fraction bordiguiste déclare incompatible l'appartenance à ses rangs de tout camarade qui défend les positions de la gauche internationale (bolchévique-léniniste), il nous paraît nécessaire de donner ici aux camarades de l'opposition de gauche internationale quelques premiers éléments susceptibles de servir de base pour aborder la discussion avec la « gauche bordiguiste ».

La place de la Révolution russe et l'origine de la III^e Internationale

Dans la « plate-forme de gauche » (1926), à laquelle les bordiguistes se réclament, on peut lire :

« La crise de la II^e Internationale, déterminée par la guerre mondiale, a eu, par la constitution de la III^e Internationale une solution définitive dans le sens de la restauration de la doctrine révolutionnaire ; mais pour les problèmes d'organisation et de tactique, la formation de la J.C., si elle représente une très grande conquête historique, ne leur a pas apporté une solution également définitive.

« L'élément fondamental de la III^e Internationale a été la Révolution russe, première grande victoire du prolétariat mondial. Etant donné les conditions sociales de la Russie, la Révolution russe n'a pas donné la formule historique générale pour les révolutions des autres pays. C'est-à-dire que

son expérience ne peut suffire pour la solution des problèmes tactiques de tout le prolétariat mondial ».

C'est en développant cette thèse que les camarades bordiguistes refusent comme base les quatre premiers congrès de l'I.C. et arrivent à opposer leurs « solutions » aux solutions données aux problèmes d'organisation et de tactique par les quatre premiers congrès de l'I.C., s'appuyant sur l'expérience historique de la Révolution russe. « Cette expérience — suivant les bordiguistes — ne peut suffire pour la solution des problèmes tactiques de tout le prolétariat mondial ». Or, il est évident que tout Parti communiste doit tenir compte des conditions historiques particulières dans lesquelles la bourgeoisie et la classe ouvrière de son propre pays se sont développées. « Ce serait une erreur, nous dit Lénine, que de vouloir exagérer l'importance internationale ou l'inévitabilité de la répétition, sur l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous » (*Maladie Infantile*). « Mais dans la période historique actuelle, c'est un fait que l'exemple russe présente à tous les pays quelques traits essentiels de leur avenir inévitable et prochain. Il y a longtemps que l'avant-garde ouvrière de tous les pays l'a compris. Plus souvent encore, elle l'a moins compris que saisi, que senti, avec son instinct de classe révolutionnaire. De là la « valeur internationale », au sens étroit du mot, du pouvoir des Soviets et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolchéviques ». « Voilà ce que n'ont pas compris les chefs soi-disant révolutionnaires de la II^e Internationale, dans le genre de Kautsky en Allemagne, d'Otto Bauer et de Friedrich Adler en Autriche ; et pour ne pas l'avoir compris, ils sont devenus des réactionnaires, partisans du pire des opportunistes, défenseurs des social-traitres ». Et ceci, nous le regrettons pour eux, ne l'ont pas compris et ne le comprennent pas les camarades bordiguistes quand ils affirment que « étant donné les conditions sociales de la Russie, la Révolution russe n'a pas donné la formule historique générale pour les révolutions des autres pays ».

L'importance internationale de la théorie et de la tactique bolchéviques, de la théorie et de la tactique de la Révolution d'Octobre, n'est pas née par Kautsky et Cie, même si c'est pour arriver à des conclusions opposées, avec des arguments différents de ceux de la plate-forme bordiguiste. C'est-à-dire qu'on la nie à cause des conditions sociales différentes existant entre la Russie arriérée, « féodale », « autocratique », et les pays de l'Europe occidentale, pays qui ont passé par « l'étape du pouvoir politique de la classe bourgeoise, solidement organisé avec son appareil étatique propre ».

Rien d'étonnant donc à ce que la fraction de *Prométeo*, laquelle se réclame de la plate-forme susdite, s'éloigne de toutes les positions fondamentales de la théorie et de la tactique bolchéviques.

Dans les questions d'organisation : « Pas de fusion ! »

« On doit considérer comme un procédé tout à fait anormal celui de l'agrégation au parti d'autres partis ou de parties détachées d'autres partis. Le groupe s'étant jusqu'à un moment déterminé distingué, par une différente position de programme ou pour une organisation indépendante, n'est pas susceptible d'apporter des éléments à assimiler et vient à altérer la solidité de la position politique et de la structure intérieure du vieux parti ; de sorte que l'augmentation des effectifs en tant que nombre est bien loin de représenter une augmentation de force et de puissance du parti, et il pourrait quelquefois paralyser son travail d'encadrement des masses au lieu de l'aider... »

Dans presque tous les pays, les partis communistes adhérant à la III^e Internationale sont issus de l'aile gauche des partis de la II^e Internationale. Le processus de formation de tout parti communiste est lié à la maturité et aux traditions révolutionnaires du prolétariat de chaque pays (développement de la théorie marxiste ; degré de conscience atteint par la classe ouvrière au cours de ses luttes contre le capitalisme, etc., etc.) C'est un fait que le Parti bolchevique a agi sur la formation de nos partis, — dans la période de direction Lénine-Trotsky, — en tant que facteur puissant de sélection et de création. Ce processus a demandé ici (Italie, Allemagne) des unifications ; là (France) des amputations successives. Toute autre voie pour la création de partis communistes était fermée. Le procédé normal pour la formation et le développement de nos partis est le procédé des adhésions individuelles. Mais il est indéniable que la méthode des « fusions » avec les parties qui se détachent d'autres partis, ou avec d'autres partis est également une méthode que les communistes ne peuvent pas désavouer, ni avant, ni après la conquête du pouvoir.

L'expérience du Parti bolchévique russe

Le problème est avant tout de posséder de solides positions de programme sur lesquelles faire la « fusion », et d'adopter des mesures d'organisation adéquates pour garantir ensuite le respect de ces positions de programme. La dégénérescence de la direction de l'I.C. et des partis communistes n'est pas le résultat du fait que les « scissions » se sont produites trop à droite ; ou le résultat du fait que, ainsi que l'affirment les bordiguistes, avec les « fusions successives force éléments « opportunistes et centristes » ont pénétré parmi les rangs communistes. Brandler, Thalheimer, Boukharine, Tasca, Graziadei, appartiennent à l'I.C. dès son origine ; et à l'origine de l'I.C. appartiennent aussi les Frossard français et les D'Aragona italiens. Mais les conceptions opportunistes et centristes ne purent triompher au sein de l'I.C. tant que la direction de la période léniniste assura à l'I.C. une juste ligne politique. C'est la dégénérescence de

cette ligne politique, accompagnée par le mouvement de reflux du mouvement ouvrier, qui est à la base du trouble actuel. Même si on avait tré un à un tous les membres de l'I.C., la dégénérescence de la ligne politique aurait eu le résultat inévitable aujourd'hui constaté par nous : de même que toutes les mesures prises par les bordiguistes pour empêcher la pénétration au sein de leur fraction d'éléments « non assimilables », n'épargnent pas à cette fraction le malheur de la dégénérescence laquelle résulte en premier lieu, et comme nous l'avons vu, des fausses positions politiques et de programme.

Le Parti a-t-il la fonction d'être à tout instant le guide de la classe ouvrière ? Peut-il se passer de la conquête de la majorité de la classe ouvrière ?

C'est dans la conception des rapports entre le Parti communiste et la classe ouvrière que la caractéristique sectaire de *Prometeo* vient à la surface avec plus d'évidence.

« ... On ne peut pas demander qu'à une époque donnée ou à la veille d'entreprendre une action générale, le Parti doive avoir réalisé la condition d'encadrer sous sa direction, ou même dans ses propres rangs, la majorité du prolétariat... » (Thèses de Rome, p. 14).

« ... Il faut considérer comme erronée la formule tactique qui dit : Tout parti communiste véritable doit savoir être dans chaque situation un parti de masse ». (Plate-forme de gauche, p. 16).

Or, si la formule de la conquête de la majorité de la classe ouvrière peut donner accès à des déviations opportunistes (conception brandliérienne) : il est vrai aussi que la théorie exposée par les thèses bordiguistes mène au sectarisme, replie le Parti sur lui-même, dénature son rôle qui est bien celui d'être en toute situation le guide de la classe ouvrière. Il est évident que les rapports entre le Parti communiste et la classe ouvrière ne sont pas les mêmes en chaque situation ; les tâches du Parti sont toujours en relation avec ces rapports, mais il est faux de vouloir substituer à la notion marxiste-léniniste de la conquête de la majorité de la classe ouvrière, la notion incertaine, vague, je dirais alchimiste, de la « forte influence sur le prolétariat ». (Plate-forme de gauche, p. 16).

Il est vrai que pour la majorité de la classe ouvrière on ne doit pas entendre la moitié plus un : mais il n'est pas moins vrai que la conception de la classe ouvrière reste une des bases les plus importantes de la stratégie et de la tactique bolchévique-léniniste pour arriver à l'instauration victorieuse de la dictature du prolétariat.

Ni « Noyautage », ni front unique

A la conception propre des bordiguistes des rapports du Parti avec la classe ouvrière, on doit aussi leur aversion à la tactique du front unique.

Pour eux, démasquer les partis social-démocrates et les courants syndicalistes et anarchistes, se réduit à la critique des programmes de ces partis, c'est-à-dire à une activité de propagande des partis communistes.

« Pour s'attirer les prolétaires adhérant à d'autres mouvements politiques, le Parti communiste ne peut pas suivre la méthode de constituer au sein de ces mêmes partis des groupes et des fractions organisés dits communistes ou de sympathisants communistes ». (Thèses de Rome, p. 15).

« Pour ce qui concerne la tactique du front unique elle n'est pas à interpréter comme une coalition politique avec les autres partis soi-disant ouvriers, mais comme une utilisation des revendications immédiates, dans le but d'augmenter l'influence du Parti communiste sur les masses ». (Plate-forme de gauche, p. 30).

« Par conséquent, soit qu'il s'agit de revendications économiques, soit aussi que ces revendications revêtent un caractère politique, le Parti communiste les proposera en tant qu'objectifs d'une coalition des organismes syndicaux, en évitant la constitution de comités dirigeants de lutte et d'agitations au sein desquels, parmi les autres groupements politiques, soit représenté ou engagé le Parti communiste... » (Thèses de Rome, p. 26).

Ce qui se résume dans la bien connue conception de *Prometeo* du « front unique syndical, mais pas de front unique politique ». L'infantilisme d'une telle position est tout à fait évident. Toute action de front unique auquel participe Jouhaux ou Sassenbach ou Thomas ou n'importe quel autre, sur le terrain syndical, prend inévitablement, qu'on le veuille ou non, un caractère politique. La réalité est que, en partant d'une prémisse juste : celle que le Parti communiste doit garder toujours son indépendance et sa liberté de critique, la fraction bordiguiste arrive, ainsi que pour d'autres questions, à des conclusions erronées en proclamant son aversion à toute alliance avec d'autres mouvements politiques prolétaires (tactique du front unique). Pour les bordiguistes, l'indépendance du Parti n'est pas dans la possession d'un corps de doctrine bien net, d'une solide organisation, et d'une vision claire des buts révolutionnaires ; mais elle consiste à placer au Parti, dans son action, des limites formelles et extérieures.

Questions tactiques

Les divergences de la « gauche bordiguiste » avec la tactique bolchévique-léniniste remontent à une date ancienne. Toutes les thèses de Rome (1921) sont dirigées contre cette tactique. Voilà comment Bordiga lui-même en parle :

« ... Nous considérons la tactique de Lénine comme non complètement exacte, en ce qu'elle ne contient pas les garanties contre les possibilités d'application, lesquelles, étant superficiellement fidèles, perdent la finalité révolutionnaire profonde qu'a toujours animé ce que Lénine a fait ou dit. Nous considérerons comme trop universelles certai-

nes extensions d'expériences tactiques russes à des situations auxquelles viennent s'ajouter des difficultés inconnues des premières : comme le régime démocratique et le long empoisonnement démocratique du prolétariat ». (*Prometeo*, décembre 1929).

Si « la méthode tactique de Lénine ne contient pas les garanties contre les possibilités d'application *opportuniste* », comment la gauche bordiguiste pense-t-elle se prémunir contre celles-ci ? Encore une fois, par des limites formelles et extérieures. La « méthode de Lénine », la méthode bolchévique, consiste à « limiter » la tactique par une compréhension claire des tâches révolutionnaires du prolétariat : c'est-à-dire que les garanties contre l'opportunisme peuvent être données seulement par de sains principes communistes. Dans la « méthode bordiguiste », « le problème de la tactique sera au contraire résolu par des règles d'action (*sic*) non fondamentales comme les principes, mais obligatoires pour les simples militants et pour les organes dirigeants ». (Plate-forme de gauche, p. 20).

Voilà quelques-unes de ces règles d'action : Il y a d'abord une action tactique « indirecte », et une action tactique « directe » :

« a) Quand les conditions pour une action tactique qu'il est possible de définir de « directe », ayant le caractère d'un assaut au pouvoir bourgeois avec les forces dont dispose le Parti Communiste, manquent, le Parti peut et doit exercer une influence sienne sur les événements, à travers ses rapports et pressions sur les autres partis et mouvements politiques et sociaux, avec la tendance de déterminer un développement de la situation dans un sens favorable à ses propres buts ».

Mais comment ? En définitive par la simple voie de la critique, de l'agitation et de la propagande. Voilà en effet ce qu'il est dit :

« b) Le développement du conflit entre la gauche « démocratique » et la droite bourgeoise, n'est pas indifférent pour le Parti communiste. (Thèses de Rome, p. 22). Mais le Parti communiste ne peut pas se proposer une tactique avec un critérium occasionnel et temporaire, en calculant sur la possibilité d'exécuter par la suite, au moment où cette tactique s'avérerait surmontée, une brusque conversion et un changement de front, changeant en ennemis ses alliés d'hier ».

Autrement dit, la tactique du Parti communiste ne doit pas tenir compte ni des situations (des rapports du Parti avec la classe ouvrière, avec les autres forces sociales, etc.) ; elle ne doit pas non plus se préoccuper d'utiliser pour ses buts révolutionnaires tout allié, même le plus incertain (Lénine), parce qu'une telle tactique compromet « la préparation ininterrompue pour la lutte finale ». (Thèses de Rome, p. 23).

« c) L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de la gauche bourgeoise, ou même d'un gouvernement social-démocrate, peut être considérée comme l'acheminement à la lutte définitive pour la dictature prolétarienne » (Thèses de Rome, p. 23), non parce que dans un régime démocratique le prolé-

tariat dispose de plus grandes possibilités d'organisation et une plus grande liberté de développer sa lutte de classe, et par suite de faire sa propre expérience et qu'en luttant pour le socialisme, il réalisera la démocratie complète (Lénine), mais dans un sens pédagogique ; dans le sens que la faillite des partis démocratiques au pouvoir permettra aux masses d'en déduire que le Parti communiste lequel, avait préalablement dénoncé cette faillite, est le seul parti qui ait raison. (Thèses de Rome, p. 24).

En d'autres termes : le Parti communiste n'aura pas raison parce qu'il saura prouver être le seul qui lutte pour tous les besoins, économiques et politiques des masses travailleuses ; parce qu'il saura mener sur tous les fronts une longue série de batailles et par suite « une lutte à tout point de vue conséquente et révolutionnaire pour la démocratie » (Lénine), mais parce qu'il se placera en face des masses en instituteur, en opposant la dictature du prolétariat à la démocratie. Et c'est en ceci que peuvent se résumer les « règles d'action » qui, dans les thèses de Rome, passent sous le nom de tactique « indirecte ».

Social-fascisme

Comment la fraction bordiguiste pense « ne pas être indifférent pour le prolétariat le conflit entre gauche et droite bourgeoise » est prouvé par ce qui suit :

« La vérité, c'est que la classe dominante dispose de plusieurs méthodes de gouvernement et de défense que l'on peut réduire à deux : systèmes réactionnaire et démocratique. La thèse de Lénine sur l'impérialisme nous démontre que, se basant sur l'analyse économique, les groupes les plus modernes de la bourgeoisie tendent, non pas seulement à unifier le mécanisme productif, mais même leur défense politique, avec des moyens plus décisifs. Il n'est pourtant pas exact d'affirmer qu'inévitablement le communisme passe par l'étape du gouvernement bourgeois de gauche. Dans les cas particuliers où cette éventualité se présentera, la condition de la victoire prolétarienne sera dans la lutte du parti contre les illusions provoquées par un gouvernement de gauche, sans atténuer son opposition aux formes politiques démocratiques, même en face de menaces de succès réactionnaires. » (Plate-forme de la gauche, p. 24).

Et encore :

« Si nous contribuons à ce que le prolétariat fasse une distinction entre ses ennemis acharnés et les éléments apparemment, hypocritement favorables (entre Hindenburg ou Mac Donald, entre Mussolini ou Noske, entre Blum ou Taittinger, etc.) nous aurons apporté dans la lutte un élément de défaite de la classe ouvrière, etc. » (Plate-forme de gauche, p. 42).

Quiconque lira ces passages croira qu'ils sont extraits d'un article de Florimond Bonte sur les social-fascistes ! Et en réalité ils ne contiennent autre chose que la théorie du social-fascisme en

honneur dans l'Internationale de Staline. Aucune différence ne doit être établie dans la lutte contre le fascisme et contre la social-démocratie ; aucune différence ne doit être établie dans la lutte contre la social-démocratie à n'importe quelle époque, soit que les masses adhèrent largement à ce parti, soit vis-à-vis de l'imminence et de la gravité d'un danger réactionnaire. Aucune distinction entre Kornilof et Kerenski. Ce n'est, nous le répétons, que la théorie du social-fascisme, la théorie de Thaelmann dans le plébiscite prussien.

Or, il est absolument exact que tant Kornilof que Kerenski sont des ennemis irréductibles du prolétariat révolutionnaire : mais il faut aussi tenir compte que l'un et l'autre luttent contre nous par des armes différentes, et qu'il n'est pas possible de de les combattre sans se servir contre eux d'armes différentes elles aussi. Sans appuyer Kerenski, en démasquant au contraire son incapacité à combattre Kornilof, les bolchéviks purent infliger une défaite tant à Kerenski qu'à Kornilof. Là est la tactique bolchévique, la tactique marxiste révolutionnaire : car savoir « distinguer » pour mieux déterminer nos tactiques à suivre, c'est la base même du marxisme.

Perspectives fausses d'une prémisse politique fausse

L'« infailibilité » des Thèses de Rome, dont les camarades de *Prometeo* nous parlent continuellement, n'a pas suffi à sauver le Parti italien des perspectives erronées même pour l'avenir immédiat. Toutes les règles tactiques fixées par les Thèses de Rome eurent le résultat merveilleux de « prévoir le développement de la situation italienne » tout à fait au contraire de ce qui s'est produit. De sorte que le Parti, en face du coup d'Etat fasciste, s'est trouvé pris complètement au dépourvu. Citons sans plus les Thèses de Rome.

Loin de prévoir l'éventualité d'un coup d'Etat fasciste, et par suite d'orienter toute la politique du Parti contre ce coup d'Etat, les Thèses de Rome (mars 1922) affirment que l'intérêt de la classe bourgeoise « demande que l'apparence extérieure d'une démocratie formelle ne soit pas détruite, et que l'économie générale ne soit pas encore plus profondément troublée par un changement violent lequel, en définitive, ne donnerait pas à son privilège une plus large tutelle que celle dont elle dispose actuellement. Il est donc probable que divisée sur l'évaluation de sa nécessité et encore suffisamment puissante pour l'étrangler, elle s'opposera à une tentative militariste perturbatrice et presque seulement motivée par des ambitions personnelles. Aucune forme de gouvernement pourrait avoir plus

que l'actuelle le mépris de la liberté, des droits conquis et reconnus de la vie des ouvriers. C'est seulement dans un perfectionnement ultérieur de l'état démocratique, plus capable de couvrir la substance réelle du régime dictatorial de la bourgeoisie que cette dernière peut placer son but. Ceci s'obtiendra avec la formation d'un gouvernement social-démocrate. »

Puisque l'art de la prévision est l'art de la direction ; puisque le développement des situations sert de pierre de touche pour l'exactitude de la construction programmatique du Parti (Thèses de Rome, p. 17), il est hors de doute que le développement de la situation italienne a sans remède condamné les thèses de Rome.

« Le stade ultérieur du martyre du prolétariat italien », on ne l'a pas eu par « un perfectionnement ultérieur de l'Etat démocratique » : mais avec l'établissement de la dictature des chemises noires. Les perspectives des thèses de Rome seraient justes seulement si par « perfectionnement de l'Etat démocratique » on sous-entend la dictature fasciste — ce qui, en dernière analyse, est la seule chose qui réellement résulte de toutes les positions de la fraction bordiguiste. Mais ce n'est pas par hasard si dans les thèses de Rome — à la veille du coup d'Etat fasciste — aucun chapitre ne soit consacré à l'analyse du fascisme, et dans le seul endroit où l'on en parle, on exclut « tout changement violent », lequel, en définitive, « serait presque seulement motivé par des ambitions personnelles ».

En voulant soumettre toute la réalité à des « schémas », à des « règles », « les situations dans lesquelles le Parti communiste peut se trouver à agir » sont dans les thèses de Rome classifiées en « phrases fondamentales » et indiquées comme suit :

« Pouvoir féodal absolu ; Pouvoir bourgeois-démocratique ; Gouvernement social-démocrate ; Interrègne de guerre sociale au cours duquel les bases de l'Etat deviennent instables ; Pouvoir prolétarien dans la dictature des Conseils ».

Dans cette succession « normale » fixée par les thèses de Rome, p. 14, aucun trait à la question de la dictature fasciste sous le régime de laquelle le Parti communiste italien, par exemple, se trouve devoir agir depuis dix ans. Mais, pour les camarades de *Prometeo*, les thèses de Rome sont les Tables de la Loi auxquelles il faut aller pour la solution de tous les problèmes de l'univers. Il ne nous reste enfin, que voir prochainement, comment *Prometeo* se sert de ces Tables de la Loi pour déterminer ses positions sur tous les problèmes actuels du mouvement prolétarien international.

Souzo.

LA VIE DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE

U. R. S. S.

LA DESTRUCTION PHYSIQUE DE NOS CAMARADES

A Akmolinsk (Kazakstan), dans la déportation stalinienne, la camarade de l'opposition russe Liola Tsulukidze est morte. La camarade Tsulukidze était un membre actif et dévoué du parti bolchevik depuis 1905. Elle fut déportée par Staline parce qu'oppositionnelle, à Kokand, en Asie centrale. Sa santé, déjà fortement compromise par l'illégalité et la répression dans la période tsariste, puis mencheviste, ne put subir la nouvelle déportation de Staline; elle tomba malade. La G.P.U. enleva notre camarade de Kokand, soi-disant pour l'amener à Tachkent où existent de meilleures conditions. En réalité, on la transporta dans un endroit plus mauvais, à Andijan. En réponse à sa protestation, elle fut brutalisée et transportée à Arkmolinsk, dans le pire endroit de l'Asie centrale. Ceci fut le coup mortel porté par la bureaucratie stalinienne enragée contre la vieille révolutionnaire. Fin janvier de cette année, notre camarade a succombé. Ainsi Staline accomplit de nouveaux pas vers son but : la destruction physique des cadres de l'opposition russe : Kote Tinzadzé, Boutov, Blumkine, Henrichson, Siloff, Rabinovitch, Selmtschenko et quelques autres.

* *

Nous apprenons que l'état de Christian-Georges Rakowski qui « vit » déjà en déportation en Sibérie depuis cinq ans s'est considérablement aggravé. Rien de surprenant, car il y a des années que les médecins déclaraient que son maintien en Sibérie serait la condamnation à mort pour son corps affaibli par les années passées au service de la révolution.

Il est clair comme le jour que Staline, qui s'oppose avec persistance au retour du camarade Rakowski, se sert de ces conditions pour se débarrasser de Rakowski comme cela lui a déjà réussi pour nos camarades, les vieux bolcheviks Kote Tinzadzé, B. Selmtschenko et d'autres.

Pour le même but de détruire physiquement l'opposition sont prises les nouvelles mesures dans les isolateurs. Les camarades qui terminent maintenant trois années d'isolateur sont condamnés à nouveau pour trois années. Cela signifie que, par la volonté de Staline, ils ne

doivent pas sortir vivants des isolateurs, il veut les détruire physiquement.

La nouvelle campagne de Staline, poussée jusqu'à la frénésie contre les trotskystes « contre-révolutionnaires », s'explique par la croissance nouvelle de l'opposition. Cela trouve son expression dans le fait que le nombre des déportés en Sibérie et en Asie centrale augmente.

ALLEMAGNE

L'importance des tâches de l'Opposition allemande ne nous autorise pas à traiter en quelques lignes de son activité. Nous lui consacrons une grande place dans la Vérité, dans la Lutte de classes, dans le Bulletin international. Nos camarades d'Allemagne ne manqueront pas de nous envoyer des renseignements de plus en plus nombreux.

GRECE

Par la Vérité du 15 février, nos camarades connaissent les incidents qui se sont produits lors de la mort de notre camarade Pampoukopoulos, victime des brutalités auxquelles se livra la police lors de son arrestation pour sa participation aux manifestations du 14^e anniversaire d'Octobre. Aux staliniens qui cherchaient à utiliser son cadavre pour des fins personnelles, on ne saurait mieux répondre que par ces quelques lignes extraites de la dernière lettre de ce camarade :

« J'ai été... condamné à 18 mois de prison et à 2 ans de déportation. Nous avons été, avec 7 autres jeunes archiomarxistes, jetés dans la « maison de correction pour jeunes ». Je ne puis décrire les supplices. Quand j'y pense, la tête me tourne... On nous a lié les jambes et frappé la pointe des pieds pendant des heures, jusqu'à ce que nos bourreaux soient fatigués... Je suis resté 10 jours sans médecin. Ils disaient : « Il ne te manque rien... » Ensuite, ils m'ont amputé la jambe et maintenant je lutte avec la mort.

« L'organe du parti « Rizopastis » cherche à me présenter comme des leurs. Je déclare que je désavoue les staliniens et que j'ai toujours été et serai toujours un bolchevik-léniniste.

« La vie de nos camarades emprisonnés est en danger. L'Etat s'est fixé pour but de les tuer. Lutte pour l'amnistie générale ! Lutte pour les sauver ! — Th. PAMPOUKOPOULOS. »

A Salonique, la police a arrêté 14 camarades de notre organisation et les a condamnés à 42 années de prison et de déportation. Un camarade d'Agrini qui fut arrêté à la tête des chômeurs a été condamné à 5 ans de prison.

ETATS-UNIS

Nos camarades progressent de façon tout à fait sérieuse. Non seulement ils assurent la publication hebdomadaire du Militant, mais ils publient en outre un organe mensuel pour la jeunesse Young Spartacus, un organe bi-hebdomadaire en langue juive Unser Kampf, un organe en langue grecque Comunisme. Et ils se préparent à publier un organe théorique bi-mensuel.

ESPAGNE

Nous publions par ailleurs l'appel à tous les membres du parti espagnol qui fut lancé au mois de février par nos camarades de l'opposition de gauche espagnole, en vue du congrès du parti qui va se tenir. Nos amis ont fourni depuis une année un travail considérable, qui porte déjà ses fruits. Au congrès du parti français, le délégué du P.C. d'Espagne déclara : « La question trotskyste en Espagne a une certaine importance » (Humanité du 16-3-32). En effet, la propagande de nos camarades a ébranlé la domination des centristes sur le parti. Les dirigeants stalinien continuent les zig-zags les plus périlleux, et les tâches de l'opposition de gauche en sont d'autant plus impérieuses. Après avoir nié, le 14 avril 1931, la nécessité de lutte pour l'élargissement des libertés démocratiques, afin de faire éclater les cadres de la république bourgeoise et parvenir à l'instauration de la dictature du prolétariat, la direction met actuellement en avant le mot d'ordre suivant : « Pour la révolution démocratique ouvrière et paysanne » (textuel. Humanité du 7 mars). Sur ces cabrioles, sur cette falsification éhontée du programme et de la tactique communistes, l'opposition de gauche appelle l'attention de tous les prolétaires.

Nos camarades ont résumé par des chiffres éloquentes, au mois de février, leur effort de propagande : 18.000 exemplaires de Comunismo (revue théorique mensuelle) ont été publiés ; 55.000 brochures à prix réduit ont été éditées (une dizaine de brochures de Trotsky, Nin, Lacroix, Andrade, Palacios, etc...) ; 33.000 manifestes et tracts ont été distribués ; 21.000 exemplaires de l'hebdomadaire El Soviet ont été diffusés ; on a vendu 947 ouvrages théorique mensuelle) ont été publiés ; 55.000 brochures de plus de 5 pesetas ; 722 ouvrages de Trotsky ; 3.072 lettres ont été reçues et 1.642 ont été envoyées ; 11 meetings et 32 conférences ont été tenus ».

A son tour, l'opposition espagnole va tenir sa 3^e conférence nationale, sur laquelle nous fournirons ensuite tous les renseignements nécessaires. Pour sa préparation, plusieurs Bulletins intérieurs, contenant une sérieuse documentation, ont été édités. Notons

dans le premier numéro : une Information générale du Comité exécutif (sur le développement de Comunismo ; la question électorale ; les voyages de propagande et d'organisation ; sur les groupes de Leon, Ségovie, Astillero, Vitoria, Pamplona, Alhacete, etc.) ; sur la structure de l'organisation ; sur la position de l'opposition vis-à-vis du parti, sur l'unité syndicale, sur l'unification des forces communistes, etc.) ; un rapport sur l'administration et la diffusion de la presse une thèse sur la situation internationale et le communisme ; thèse sur l'unité syndicale ; thèse sur l'opposition communiste de gauche et la direction du P.C. ; thèse agraire ; thèse sur la presse et la propagande de l'opposition thèse sur le S.R.I.

Comme nous l'avons fait dans le passé, nous continuerons à donner la plus large documentation sur les problèmes de la révolution espagnole, et sur l'activité de nos camarades de l'opposition.

FRANCE

« Le libéralisme pourri s'est répandu au sein du P.C.F. dont des membres isolés ont jusqu'à ces derniers temps continué à être en liaison avec les trotskystes. » (Semard, Pravda, 14 février.)

Nos camarades ne connaissent de la Ligue française que les difficultés internes et les discussions nombreuses. De l'action de notre organisation dans la classe ouvrière, de nos résultats et de nos possibilités, ils ne peuvent en avoir qu'un aperçu insuffisant par la lecture de la Vérité. C'est ce que nous voulons leur faire connaître dans les lignes qui suivent.

D'abord la place que la presse du Parti nous consacre est un indice précieux de l'influence que nous exerçons. Il ne passe pas un numéro des Cahiers du Bolchevisme sans que le « trotskysme » n'y soit mis en cause ; même la plus grande partie du numéro du 15 janvier dernier nous fut consacrée, notamment avec un article de Ferrat intitulé « Déracinons le trotskysme » Mais la lutte contre le « trotskysme » déborde l'organe théorique à peine diffusé du Parti ; elle s'exprime dans l'Humanité, l'organe central qui touche la grande masse des sympathisants. La direction ne pouvant plus pratiquer la politique du silence, se livre aux calomnies habituelles : contre-révolutionnaires, etc. Mais, malgré cela, elle est obligée de reconnaître que nos idées pénètrent dans le Parti et gagnent à elles des camarades.

Autour de la préparation du Congrès du Parti, la direction a mené une très violente campagne contre le « trotskysme », accusant de ce péché tous les camarades qui croyaient avoir le droit d'« ouvrir la bouche ». Naturellement, dans ceux qui ont été combattus par les bureaucrates, il n'y a pas que des « trotskystes », il y a beaucoup de camarades qui

n'avaient aucune liaison avec nous, qui sont même hostiles à nous (parce que ne connaissant pas nos idées). La direction a même exagéré la situation pour mieux semer la terreur sur le Parti et grouper plus solidement autour d'elle les éléments qui auraient pu hésiter. Parlant de la préparation du Congrès de la région parisienne, Semard écrit : « Il n'est pas exagéré de dire que l'idéologie opportuniste de droite et de « gauche » (trotskysme) a prédominé dans nos conférences de rayons. » (Humanité, 26 février.) Lui-même s'est chargé de donner des exemples qu'il nous suffit de citer :

« Ne vous bornez pas à dire que le trotskysme est le détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire; démontrez-le ! » disent deux camarades du 4^e rayon.

Une cellule adopte une résolution contre le « trotskysme » ; l'Humanité la publie en spécifiant qu'elle a été votée par 19 voix contre 2 et 3 abstentions.

Dans le 15^e rayon, des demandes d'exclusion sont faites contre des camarades qui ont refusé de voter une résolution nous qualifiant de contre-révolutionnaires.

La direction a surtout été atteinte par le fait que la base et des cadres moyens se sont dressés contre elle et même ont parfois mis en cause l'I.C. elle-même. La cellule de l'Hay-les-Roses parle de la « politique de Staline » et vote une résolution demandant « quel intérêt pouvait avoir l'I.C. à tout démolir ? » Une manœuvre des bureaucrates consistait à rejeter toutes les fautes sur une partie de l'appareil qui aurait été récemment découvert comme constituant un cercle clandestin, le « groupe » Barbé-Celor. Mais des camarades, en grand nombre, ne s'y sont pas laissés prendre. « C'est un jeu de rejeter toutes les responsabilités sur le « groupe ». Mais que faisaient les autres ? Toute la direction est responsable. C'est bizarre que l'I.C. ait ignoré le groupe; elle a aussi sa part de responsabilités », déclare un camarade du 4^e rayon. L'hostilité à la direction est grande. Semard, qui n'a pas personnellement bonne presse dans la région parisienne, doit le constater : « Or, d'une part, la tendance des dirigeants de rayons est à l'autocritique des directions supérieures, en s'oubliant eux-mêmes, et on assiste d'autre part à des attaques malsaines et profondément injustes contre quelques dirigeants du Parti et de la région. » (Humanité, 20 février). Aussi la direction a-t-elle demandé de ne désigner que des camarades « qui défendent sans réserves la politique du Parti », s'attirant la réplique suivante d'un militant : « Vous voulez des délégués muets, disant amen à toutes vos propositions. »

La direction a tenu à marquer des victoires. Ainsi la cellule des cheminots de la Chapelle vote une résolution contre la « position contre-révolutionnaire préconisée par Trotsky » et s'élève contre les conceptions d'un camarade

du 8^e rayon dénoncé la veille dans l'Humanité comme la « voix de l'ennemi ». Mais qu'est cette voix de la base ? Les cheminots de la Chapelle, de braves prolétaires à coup sûr. Mais on ne dit pas que c'est la cellule où milite le secrétaire du Parti, Thorez. On s'explique alors ce qui a inspiré cette résolution ! D'autre part, sur deux colonnes, l'Humanité publie une résolution du rayon d'Hénin-Liétard disant : « Nous déclarons ne plus avoir rien de commun avec la ligne trotskyste ». Le rayon d'Hénin comprend la commune de Montigny-en-Gohelle où quelques camarades, groupés autour de nous, avaient été réintégrés en octobre dernier par la base du Parti lorsque la direction avait procédé à un « tournant » en faveur d'un régime de discussion dans le parti. Nos camarades se seraient déjugés ? Le vote de la résolution a été obtenu contre 2 voix et les abstentions des camarades réintégrés. Il fut un temps où, à Montigny, l'appareil aurait exigé plus qu'un vote dans ce sens.

Mais ce qui, plus encore que cette réaction très souvent confuse, incertaine et s'éteignant assez vite, prédomine actuellement dans le Parti, c'est l'incertitude, l'inquiétude : on vote les résolutions, on approuve la ligne, mais on n'en est pas sûr et, inconsciemment, on cherche, on écoute ce qui se dit autour du Parti et en particulier ce que dit la Ligue Communiste, obligée de s'exprimer au dehors.

Presque dès le début de la parution de la Vérité, nous avions tenté de nous extérioriser par des réunions, des interventions. Mais cela fut fait d'une manière assez accidentelle. Les événements espagnols hier, la situation en Allemagne aujourd'hui, les élections en France demain, nous ont fait et nous feront désormais mener une activité systématique dans ce sens. Dans les faubourgs prolétaires de Paris, dans sa banlieue ouvrière, nous organisons des réunions, nous intervenons dans les réunions du Parti. A nos réunions assistent maintenant un nombre important de membres du Parti, des chômeurs sous l'influence communiste. Nos exposés sont attentivement suivis ; nos débats contradictoires avec des membres du Parti présentent très souvent de l'intérêt. Dans les réunions du Parti où nous apportons notre point de vue, nous sentons maintenant que l'on veut entendre ce que nous disons ; dans le 19^e et le 20^e arrondissements de Paris, la salle s'est prononcée contre ceux qui voulaient nous saboter par des interruptions et des cris systématiques. Nous arrivons à augmenter nos liaisons, à nous créer des sympathies dans le Parti. C'est ainsi qu'une de nos réunions dans le 15^e arrondissement, suivie à quelque temps de là d'une intervention dans une réunion socialiste, a eu d'excellents résultats dans ce coin de Paris. Au cours d'une réunion socialiste, notre condamnation de la politique social-démocrate avait eu le soutien vigoureux des communistes présents. Aussi, l'Avant-Garde

(organe des J. C.) vitupère : « Un autre danger est le libéralisme pourri à l'égard des trotskystes. C'est pourquoi un de nos camarades du 6^e rayon doit comprendre qu'il a fait une faute en soutenant les trotskystes dans une réunion publique, sous prétexte qu'ils ne disent rien contre nous... » Décrire ces réunions beaucoup plus en détail que les comptes rendus de la Vérité le font serait même très instructif pour les camarades, car nous y pénétrons à fond : Parti, nous y éprouvons la diversité de ses réactions pour chaque question que nous traitons, nous l'auscultons.

La campagne que nous avons menée, il y a quelques mois, pour la révolution espagnole a certainement contribué pour beaucoup à cette critique des sommets, qui inquiète les dirigeants, et à ne pas prendre au sérieux la lutte contre le « libéralisme pourri ». La campagne que nous menons actuellement ne manquera pas d'avoir des répercussions dans un avenir d'autant plus proche que l'approfondissement de la crise posera des tâches plus importantes encore aux communistes.

En province aussi, notre influence s'accroît. Dans l'ensemble, les noyaux que nous avons déjà — sauf Halluin — se sont fortifiés auprès des membres du Parti et des organisations annexes. Montigny fut réintégré. Dans l'Est, Paget et Florence ont été nommés de la commission exécutive de la 3^e Union régionale de la C.G.T.U. Dans les Charentes, notre camarade Courdavault se réunit avec des cellules du Parti et celles-ci le chargent de parler publiquement pour le Parti. A Dijon, notre camarade Buren, sur une simple convocation, rassemble tous les militants communistes de la ville, une cinquantaine d'ouvriers, pour écouter un de nos camarades de passage dans la ville. Une excellente discussion a lieu ; les résultats sont tels que toute tentative de la direction en ce qui concerne le « libéralisme pourri » serait vouée à un échec. A Marseille, notre groupe se renforce aussi ; très éloigné de Paris, l'aide que nous lui apportons s'en ressent malheureusement beaucoup.

En outre, nous acquérons de nouvelles liaisons ; nous pénétrons dans de nouvelles régions. Là, c'est un camarade qui demande des Vérité pour diffuser ; là, un autre qui nous écrit pour nous questionner. Par ailleurs, nous entrons en rapports avec un groupe d'une vingtaine d'ouvriers (près de Belfort) chassés par la politique du Parti et qui ne veulent pas voir s'effondrer les résultats de nombreuses années de lutte contre un patronat de combat. Parmi ces camarades, dont quelques militants de valeur, quelques lecteurs de la Vérité ; ils utilisent notre presse pour montrer aux camarades de leur région qu'il ne s'agit pas d'un mal local. Nous pensons constituer dans quelque temps, après un éclaircissement profond des positions, des groupes de camarades dans cette région.

Le travail mené par la Ligue depuis des mois a permis de nous enraciner dans le Parti et dans la classe ouvrière, dont les bureaucrates ont la prétention de nous « déraciner ». Il y a naturellement beaucoup de faiblesse, beaucoup de lacunes à enregistrer, dans le domaine politique et plus encore dans le domaine de l'organisation. Ces liaisons vivantes avec le Parti sont encore bien fragiles ; en particulier dans la région parisienne, dont le groupe de la Ligue ne conduit pas un travail systématique.

Comme répercussion, autant que comme cause, c'est le groupe de la région parisienne qui est terriblement travaillé par la crise de la Ligue.

Mais ce travail, qui a coûté des efforts considérables, le manque d'expérience de l'organisation comme de ses militants s'étant traduit par un rendement bien faible, a abouti cependant à faire en France de l'Opposition de Gauche, non pas seulement un petit noyau avec un journal sans influence, mais un groupe de militants, en contact avec de nombreux ouvriers, ayant des sympathies dans de nombreuses organisations et à qui le développement des événements peut ouvrir de grandes possibilités.

Une grande disproportion existe entre notre organisation et son influence. Une des raisons réside incontestablement dans cette « tradition » du Parti français dont nous sommes issus, cette faible notion de l'importance de l'organisation. Les résultats obtenus ne peuvent que nous inciter dans la voie suivie : mettre un terme à toutes les tentatives anarchiques, au contraire s'acharner à élargir et à approfondir notre influence et notre organisation par un travail persévérant de chaque militant de l'organisation.

BELGIQUE

Notre Opposition, groupée autour des camarades de la Fédération de Charleroi, a fait des progrès sérieux dans ces derniers mois. Bruxelles s'est développé, un groupe de jeunes s'est constitué. Dans quelques villes, de nouvelles liaisons ont été acquises. De bonnes perspectives s'offrent à notre section, qui a, récemment, envoyé une lettre ouverte au Parti.

Nos camarades publient chaque quinzaine la Voix communiste, qui touche un millier de travailleurs. Par son contenu, la Voix communiste atteste que l'Opposition belge est une des sections de l'Opposition la mieux liée à la classe ouvrière.

BULGARIE

Nous avons publié récemment, dans la Vérité, les documents relatifs aux persécutions staliennes contre nos camarades oppositionnels emprisonnés. Dans notre prochain numéro, nous reviendrons sur ces faits et leurs répercussions parmi les communistes bulgares.

SUISSE

Nos camarades n° constituent encore qu'un petit noyau de formation récente. Malgré cela, malgré leurs faibles moyens, ils ont déployé une activité importante, par tracts, bulletins, brochures, en langue allemande. Ils viennent d'adresser une lettre au Parti, développant un programme de lutte en présence de la crise et du chômage. Déjà, ils ont obtenu par leur activité quelques résultats appréciables. Nul doute qu'ils se renforceront au cours des prochains mois.

ANGLETERRE

Il s'est constitué en Angleterre un groupe de l'opposition de gauche qui adhère à l'opposition de gauche internationale. Ce groupe ne va pas tarder à manifester publiquement son existence.

ITALIE

DEUX ANS DE VIE DE LA N.O.I.

Si c'est par la lutte et dans la lutte, par sa ténacité dans le travail révolutionnaire que l'on prouve la consistance et la viabilité d'un courant prolétarien, on ne peut pas ne pas reconnaître que la naissance et la création de la N.O.I. ne furent pas un phénomène occasionnel et passager, comme le prophétisaient les missi dominici stalinien dans le P.C.I. Certes, on comptait, pour notre dislocation, sur toutes les misères et les difficultés qui accompagnent la vie de toutes les émigrations politiques et des petits groupes, particulièrement quand ils sont obligés de fonctionner d'une manière souterraine.

Mais nos deux ans d'existence oppositionnelle sont là pour démontrer que même le plus petit des groupes peut triompher de toutes sortes de difficultés, s'il est guidé par un véritable esprit prolétarien, ce qui nous est donné et assuré par l'Opposition de Gauche internationale. Sans ce lien international, qui est le produit organique du développement de l'internationalisme prolétarien, même les formations nationales les plus nombreuses sont condamnées d'avance à périr et à se dissoudre.

Mesurer les résultats obtenus par la N.O.I. pendant ces deux ans de son existence n'est pas possible avec le critérium qu'on emploie normalement pour les pays où le mouvement communiste n'est pas soumis, comme en Italie, à une féroce dictature fasciste depuis de longues années. Le Parti communiste italien est, dans sa grande majorité, emprisonné ou rejeté dans les voies de l'émigration à l'étranger. Les petits groupes actifs qui restent en Italie ignorent presque entièrement tout ce qui se passe dans l'I.C. et, par suite, dans ses sections nationales, y compris le P.C.I. Ils ne connaissent la politique de l'I.C. qu'indirectement, c'est-à-

dire par les répercussions qu'ont sur la situation italienne les défaites, dont seuls se montrent capables les « organisateurs et dirigeants » stalinien. Néanmoins, malgré nos très faibles moyens et malgré les difficultés énormes propres à la situation italienne, nos efforts pour « toucher » nos camarades de « l'intérieur » ne sont pas restés sans résultat. Par différents moyens et canaux, partout où il nous est possible, nous nous efforçons d'y faire parvenir et connaître nos idées.

Mais notre activité pour maintenant reste en prédominance une activité de propagande parmi l'émigration communiste italienne qui, du reste, est une grande réserve du P.C.I. Notre Bulletin à l'étranger est un moyen rudimentaire, mais assez efficace pour cette propagande. Ce n'est pas la seule forme de notre activité. Par des réunions fréquentes — restreintes ou ouvertes — nous cherchons à répandre l'influence de l'Opposition de Gauche parmi nos milieux prolétariens. La discussion internationale avec la gauche bordiguiste — en définissant dans quelle mesure existe une communauté d'idées entre ces camarades et nous — définira enfin les limites aussi entre lesquelles se fera en Italie le regroupement de l'Opposition bolchevik-léniniste et lui donnera une impulsion nouvelle.

LITHUANIE

Là aussi s'est constitué un petit groupe de l'opposition de gauche qui travaille dans les conditions d'illégalité générales à tous les communistes.

BRESIL

Nos camarades ont beaucoup souffert de poursuites policières. Une partie a été emprisonnée, une partie déportée dans des endroits malsains. Cependant leur travail a été repris et réorganisé.

MEXIQUE

Après un long silence dû à des conditions matérielles extrêmement pénibles, nos camarades ont repris de l'activité et viennent d'éditer un tract.

=====

Nous publierons dans le prochain numéro de La Lutte de Classes un important document du camarade RAKOVSKY sur la réalisation du plan quinquennal :

Au Congrès et dans le Pays

(Quelques mots sur le 16^e Congrès. — Dans le pays.

— Industrie, quantité et qualité. — L'accumulation et ses sources ; l'édification de base. — Quelques résultats de l'industrialisation. — L'électrification. — Les transports. — Les finances. — La situation à la campagne. — Résultats et propositions.)

=====

Compte
chèque postal :
P. FRANK 136-855

LA LUTTE DE CLASSES

9, RUE DU TRANSVAAL (20^e)

Abonnements :
pour un an - - 20 fr.
pour 6 mois - - 10 »
pour 3 mois - - 5 »

Les seules ressources dont nous disposons pour assurer la parution mensuelle de "La Lutte de Classes" sont : les souscriptions, l'abonnement, la vente au numéro et la publicité. Que chaque camarade ou groupe de camarades fasse un gros effort pour assurer la vie régulière de notre organe

Chaque mois nous publierons un budget

LES EDITIONS COMMUNISTES

Pour vos commandes : 9 rue du Transvaal (20^e)

- L. TROTSKY. La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition. 2 »
L. TROTSKY. La 3^e période d'erreurs de l'I. C. 2 »
L. TROTSKY. La Révolution espagnole et les tâches communistes 0 30
L. TROTSKY. La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent 0 25

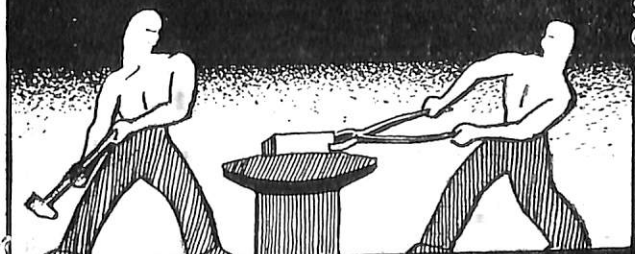
- L. TROTSKY. Les problèmes de la Révolution allemande 2 »
L. TROTSKY. Cours nouveau.. 2 »

Va paraître le 5 avril :

L. TROTSKY Et maintenant !
Les tâches de la Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne.

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5^h à 7^h
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distractions
Cours - Conférences



San théorie révolutionnaire,
par d'action révolutionnaire.



Pour tous renseignements
s'adresser à

MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20^e).

LES
ÉDITIONS
REDER

7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS-VI^e

ŒUVRES DE
LÉON TROTSKY

Vient de paraître :

**LA RÉVOLUTION
PERMANENTE**

Un volume in-8 écu de 340 pages..... 20 fr.



Précédemment parus :

MA VIE

ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

Traduction de Maurice Parijanine

Trois volumes in-8 écu. Chaque volume, broché..... 16 50

◆
LA RÉVOLUTION DÉFIGURÉE

Un volume in-8 écu, broché..... 15 fr.

◆
**L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
DEPUIS LÉNINE**

Un volume in-8 écu, broché..... 20 fr.